



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

**Ni Europe capitaliste, ni repli national
Etats-Unis socialistes d'Europe**



La violence d'État au service de la classe capitaliste	p. 2
Les élections « européennes » en France	p. 5
Le 52 ^e congrès de la CGT	p. 6
La grève des éboueurs de Lyon	p. 10
En défense de l'université et de la recherche publique	p. 11
La lutte à Toulouse III contre l'allongement de la durée du travail	p. 12
Pour l'ouverture des frontières de l'Europe aux réfugiés	p. 13
Adresse internationale du 1 ^{er} mai	p. 15
L'emprisonnement d'Assange	p. 17
Une mesure contre le Québec	p. 18
Contre la répression en Algérie	p. 19
Les élections locales en Turquie	p. 20
L'armée sioniste massacre à Gaza	p. 22
Pour la révolution socialiste au Soudan	p. 23
L'embargo américain et les menaces envers l'Iran	p. 25
La 4 ^e Internationale de 1938 à 1940	p. 27
Un aperçu des élections à l'échelle de l'Union européenne	p. 28

La violence d'État au service de la classe capitaliste

Fin novembre et début décembre, le mouvement des gilets jaunes a brisé un temps l'offensive couronnée de succès du gouvernement au service de la bourgeoisie, jusqu'à créer une crise d'hégémonie de la classe dominante, un sentiment de perte d'autorité. Macron a surmonté la crise politique, même si, dans les profondeurs de la société, gronde toujours la révolte. Mais aucun parti ne l'exprime en la dirigeant vers la classe dominante, contre la bourgeoisie française. Le Pen, élevée dans un château, a remporté les dernières élections en protégeant les exploités, en déviant le mécontentement populaire contre « l'étranger » (l'Union européenne, les immigrés).

Une tentative d'intimidation de toute lutte sociale

Pour Macron et son gouvernement à la botte du capital, leur mise en cause par les Gilets jaunes était insupportable. Ils ont écrasé ce mouvement : une morte, 8 700 gardes-à-vue, 1 800 condamnations, 800 personnes en prison, 280 blessures à la tête, 24 éborgnés, 5 mains arrachées... Ces chiffres répertoriés par David Dufresne, journaliste indépendant, témoignent de la violence avec laquelle l'État français a répondu aux laissés pour compte de la faible reprise économique.

« Dans un État démocratique républicain, le monopole de la violence légitime, c'est celle des policiers et des

gendarmes. » (Gérald Darmanin, RTL, 6 janvier). La police use de la violence, jusqu'à un point qui frise le grotesque. Le 23 mars à Nice, lorsque Geneviève Legay, 73 ans, a été grièvement blessée par une charge policière, le procureur décide de confier l'enquête policière à Hélène Pedoya, la compagne de Rabah Souchi, qui était le commissaire chargé des opérations ce jour-là. Odile Maurin, une manifestante handicapée, est accusée de violence « avec usage et menace d'une arme ». Cette prétendue arme n'est autre que son fauteuil roulant qui, poussé par un policier, a terminé sa course dans un car de police.

Les manifestants sont traqués, puisque les dossiers médicaux des gilets jaunes (les dossiers SI-VIC, instaurés en 2015 pour identifier les victimes des attentats) sont utilisés pour les fichier.

Comme toujours, l'appareil d'État ment lorsque c'est nécessaire pour défendre ses intérêts : le ministre de l'Intérieur affirme qu'il n'existe pas de violence policière, que l'hôpital La Pitié-Salpêtrière a été agressé par des manifestants... Pour l'Inspection générale de la police nationale « *il n'y avait pas de faute... pas de comportements déviants de la part des policiers* » (Libération, 16 mai), alors que 151 lycéens avaient été mis à genoux contre un mur à Mantes-la-Jolie le 6 décembre dernier.

Or, les chefs syndicaux de la CFDT, de la CGT et de FO ont refusé de condamner la violence policière. Le gouvernement a mal récompensé Martinez en faisant agresser non seulement le cortège de Solidaires, mais celui de la CGT le 1^{er} mai, facilitant en outre une attaque fasciste.

Un membre du service d'ordre de la CGT tient le décompte : « On a dénombré sur le carré de tête au minimum neuf gazages plus le canon à eau, et on a subi au moins deux charges avec matraquage, ça fait beaucoup. » (L'Humanité, 3 mai)

La liberté de manifester est de plus en plus restreinte par la dissuasion policière et par une nouvelle loi adoptée par l'Assemblée nationale à majorité LREM-MoDem et le Sénat à majorité LR-Nouveau centre.

Macron mène à terme sa reprise en main

La liberté d'informer est largement entravée. Depuis le début du mouvement, 90 journalistes « *ont été victimes de violences policières* », d'après Reporters sans frontières (Le Parisien, 10 mai 2019). Pour le syndicat SNJ-CGT, « *des dizaines de consœurs et confrères ont été empêchés de travailler, injuriés, agressés, matériels saisis et détruits, cartes de presse subtilisées. Des journalistes ont été visés délibérément par les forces de l'ordre et blessés* » (Politis, 8 mai 2019). La liberté de la presse n'est pas compatible avec la liberté du capital,

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, esperanto, français, turc, etc. : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

comme en témoignent également les intimidations contre les journalistes ayant dévoilé que des armes françaises sont utilisées par l'Arabie saoudite pour sa guerre au Yémen, l'emprisonnement d'Assange en Grande-Bretagne et de Manning aux États-Unis.

Le 25 avril, le président a clos son « grand débat » qui s'est déroulé sans heurt grâce aux maires PS et LR. Lors de la conférence de presse, il prétend avoir entendu le mécontentement. En fait, il fait des concessions à son électorat, ce qui s'est révélé payant, et annonce que le gouvernement va reprendre ses attaques contre la classe ouvrière.

Le gouvernement accepte de réindexer les petites retraites (moins de 2 000 euros) sur l'inflation. Mais les autres continueront donc à perdre du pouvoir d'achat et cela ne revalorisera en rien les pensions modestes. Il promet « 5 milliards d'euros de baisses d'impôts sur le revenu » mais cela ne concerne que ceux qui en payent et non pas les plus pauvres. La moitié la plus pauvre de la population n'est pas assujettie à l'IRPP mais elle restera ponctionnée d'une bonne partie de ses faibles revenus par le taux élevé de la TVA (20 %) et des autres taxes sur les dépenses de consommation. Il refuse de rétablir l'ISF (qui ne frappait pourtant qu'une partie du patrimoine des plus riches) et n'envisage pas d'augmenter les droits de succession.

Macron promet : « *pas de fermetures d'écoles ou d'hôpital sans l'accord du maire* ». D'une part, de nombreux hôpitaux ont déjà été démantelés, dont 15 maternités sous Macron, et le gouvernement a fermé au moins 200 classes dans les zones rurales en septembre 2018. D'autre part, la formule n'empêche pas de continuer à fermer des classes, des services hospitaliers, ni de fusionner des établissements. La plupart des fermetures scolaires sont opérées sous forme de « regroupements ». La récente loi santé prévoit la transformation de 500 établissements en « hôpitaux de proximité ».

Il lâche apparemment du lest sur la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Mais il précise : « *On doit réinvestir dans la sécurité, l'éducation, la justice* ». Autrement dit, il y aura plus de policiers, de militaires, de gardiens de prison et de magistrats.

Macron garantit que les grandes sections de maternelle seront à 12 élèves dans les « réseaux d'éducation prioritaire » (18 % des écoles sont en REP et REP+). Mais la rentrée de septembre 2019 est déjà préparée avec la création de 1 900 postes, loin des 10 000 minimum selon le journal patronal *Les Échos* que ces mesures nécessitent. Il faudra donc gonfler encore plus les effectifs des autres niveaux ou des autres écoles. Ainsi, la qualité de l'enseignement risque de pâtir de la loi Blanquer qui prévoit l'embauche d'étudiants de licence et de master, hors concours et sans formation professionnelle, pour combler par des précaires mal payés le manque de remplaçants dans les écoles, collèges et lycées.

La preuve que Macron a, pour l'instant, rétabli son autorité aux yeux de la bourgeoisie française, est que sa liste, à défaut d'avoir dépassé celle de Le Pen, a écrasé celle de LR.

Le mouvement des gilets jaunes n'a pas profité aux listes du mouvement ouvrier

Les élections au Parlement européen étaient le premier scrutin depuis le mouvement des gilets jaunes. Les deux listes qui s'en réclamaient ont obtenu moins de suffrages (0,54 % et 0,01 %) que la liste du Parti animaliste (2,18 %). Les gilets jaunes ont peu voté LFI, ils se sont abstenus ou ont choisi le RN qui apparaissait mieux placé pour battre Macron.

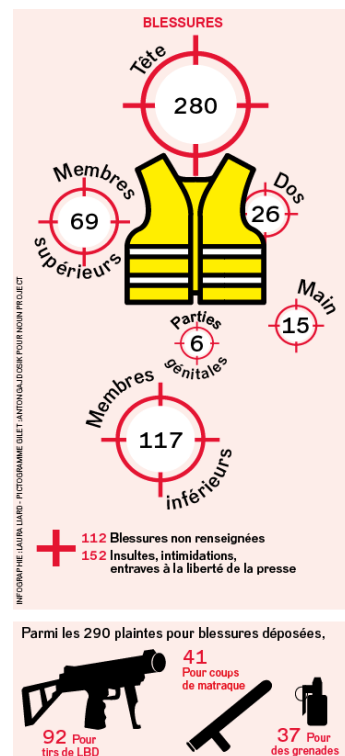
Les attaques que le gouvernement français prépare contre le droit à la retraite, contre les travailleurs de la fonction publique, contre les chômeurs ne sont pas dictées par l'Union européenne. Comme les mesures fiscales antérieures au mouvement des gilets jaunes, les ordonnances contre le travail et la loi contre les cheminots, elles correspondent avant tout aux besoins de la bourgeoisie française.

Pourtant, la plupart des partis « réformistes » ont dit le contraire à l'occasion des élections au Parlement européen : « *les politiques austéritaires et anti-écologistes organisées par les traités européens* » (LFI, *Profession de foi de la liste*) ; « *L'Europe nous impose ses politiques d'austérité* » (PCF, *Profession de foi de la liste*).

Ceux-ci, comme les listes partisans de l'UE capitaliste (PS-ND-PRG-PP, Générations) prétendent que la solution viendra des urnes. Elles ont même passé un accord avec LR pour déclencher un référendum pour tenter d'empêcher la privatisation d'ADP. Mais les travailleurs des aéroports de Paris pourraient l'empêcher avec l'aide de toute la classe ouvrière, si les organisations syndicales les mobilisaient pour leurs propres intérêts.

Tous les partis qui se sont présentés, même la liste de LO, taisent la participation des directions syndicales à l'élaboration des plans de Macron et Philippe et refusent de dénoncer leur sabotage des luttes par les « journées d'action » ou les grèves intermittentes.

Les travailleurs se sont donc largement abstenus. Si le taux de participation (50 %) a augmenté en référence aux précédentes élections européennes, à peine un



électeur sur deux s'est déplacé. Les organisations issues de la classe ouvrière sont réduites à des scores anecdotiques : LFI 6,3 %, PS 6,2 %, Générations 3,3 %, PCF 2,5 %, LO 0,8 %. Ainsi, moins d'une voix sur cinq, soit à peine un dixième des inscrits, s'est portée sur l'une d'entre elles.

Si le parti traditionnel de la bourgeoisie française (LR) s'effondre, les rivaux ne manquent pas : quatre listes de partis bourgeois sont en tête : RN 23,3 %, LREM 22,4 %, EELV 13,5 %, LR 8,5 %.

Dans le viseur du gouvernement : les retraites

Ayant maintenu « l'ordre républicain » avec la complicité des partis « réformistes » et des directions syndicales qui se sont tous rendus à l'Élysée, Macron a pu mettre en scène son « grand débat », quitte à lâcher un peu de lest. Ainsi stabilisé, il entend attaquer le droit à la retraite qui a déjà considérablement reculé au fil des ans.

Le système par points tel qu'il se dessine est un moyen d'obtenir une baisse des pensions et un recul de l'âge de départ à la retraite en en faisant porter la responsabilité aux salariés eux-mêmes, puisque ce sont eux qui décideraient de leur âge de départ. Ce stock de points accumulés serait transformé en pension de retraite, grâce à un coefficient de conversion qui prend en compte deux facteurs : l'âge de départ à la retraite, mais aussi l'espérance de vie de chaque génération au moment du départ. Le montant accumulé, divisé par le coefficient donne le montant annuel de la pension qui sera versée. Delevoeye affirme, non sans cynisme, que l'âge de départ à la retraite restera à 62 ans, « pour protéger contre eux-mêmes » (*Les Échos*, 11 octobre 2018) les assurés qui souhaiteraient partir tôt, avec une trop faible pension.

Non seulement cette contre-réforme supprime les régimes spéciaux mais elle conduira à une baisse mécanique des droits à la retraite puisque toutes les années

seront prises en compte dans le calcul (finies les 25 meilleures dans le privé, sans parler des six meilleurs mois pour les titulaires de la fonction publique).

Pourtant, toutes les directions syndicales ont accepté de négocier ce projet durant 18 mois et Berger, secrétaire général de la CFDT ose saluer une réforme « qualitative, et non punitive » (*Les Échos*, 11 octobre 2018).

Donner aux luttes sociales une perspective politique

De nouveaux licenciements collectifs ont été annoncés, après le scrutin, pour ne pas gêner la liste LERM, notamment sur le site GE de Belfort.

Le mouvement des gilets jaunes, bien qu'affaibli, persiste. De nombreux travailleurs de la santé expriment leur exaspération devant les conséquences de la politique de Macron et de ses prédécesseurs. Le mécontentement, saboté par plusieurs journées d'action inefficaces, gronde dans l'enseignement public. Il faut ouvrir, contre les projets réactionnaires en cours, la perspective de la grève générale.

Après la répression intense des gilets jaunes et l'agression policière inouïe des cortèges syndicaux le 1^{er} mai, il faut soulever la question de l'autodéfense des manifestations contre la police et les groupes fascistes.

Aucune des listes présentes aux dernières élections n'a dégagé de telles perspectives. Il est urgent de construire un nouveau parti avec tous les éléments révolutionnaires et internationalistes actuellement éparpillés, donc vulnérables face au rouleau compresseur des bureaucraties syndicales et des partis sociaux-impérialistes. Serait alors réellement posée la question du pouvoir, et ouverte la voie vers un gouvernement ouvrier, vers les États-Unis socialistes d'Europe.

23 mai 2019

Collectif révolution permanente : *Manifeste pour la révolution socialiste européenne*



L'Union européenne n'est pas un État et ne peut y parvenir. Elle n'a pas d'armée, son budget est réduit, elle ne lève pas l'impôt. L'UE est née en 1957 à cause de l'étroitesse ressentie par 6 États capitalistes. Jusqu'à la « crise de la dette » de 2010, à la « crise migratoire » de 2015 et au départ de la Grande-Bretagne décidé au référendum de 2017, elle a semblé connaître le succès, ce dont témoignait l'adhésion de 22 États au fil du temps. En effet, elle a supprimé les frontières pour les marchandises, les capitaux et les ressortissants des États membres. Par contre, elle les ferme aux migrants. Elle a adopté plusieurs politiques économiques communes (dont la « politique agricole commune », les « fonds structurels » qui ont financé notamment des infrastructures dans des pays qui en manquaient, le système de bourses Erasmus...). À la demande de l'État français, le noyau central de l'UE a décidé en 1992 d'adopter une monnaie commune, l'euro, mais aux conditions fixées par l'État allemand qui n'était pas demandeur (règles budgétaires, siège à Francfort...). Elle est capable de peser dans les négociations économiques internationales, ce qui explique l'hostilité que lui manifeste Trump.

En pratique, cette alliance fonctionne au consensus des gouvernements bourgeois des États membres plus puissants (Allemagne, France, Italie...). Autrement dit, l'UE capitaliste ne peut pas servir les travailleurs. Pour autant, elle ne dicte pas leur politique aux gouvernements français. L'alternative n'est pas le protectionnisme, le retour aux frontières nationales, mais les États-Unis socialistes d'Europe.

Cette brochure du GMI contient le récent manifeste du Collectif révolution permanente, publié dans plusieurs langues sur son site, et son *Manifeste pour les États-Unis socialistes d'Europe* de 2005.

Cahier révolution communiste n° 22, 2 euros auprès des militants, 4 euros par la poste

France : après les élections au Parlement européen



20 janvier 2015, Mélenchon avec Tsipras, futur premier ministre de la Grèce

Le 26 mai, l'abstention a globalement reculé : 49,9 % au lieu de 57,6 % en 2014. Mais 27 % à peine des électeurs de moins de 35 ans se seraient déplacés selon l'IP-SOS alors que plus de 60 % des plus de 60 ans ont voté. 69 % des chômeurs se sont abstenus, 68 % des employés et 65 % des ouvriers. 70 % des électeurs qui appartiennent à des foyers qui gagnent moins de 20 000 euros par an se sont abstenus. Par contre, ceux qui ont manifesté avec des gilets jaunes auraient, selon l'IFOP, plus voté que la moyenne : 62 %.

La victoire du RN

Avec 23,3 % des votes, le FN-RN l'a emporté de peu sur la liste LREM. Le RN a grignoté l'électorat de LR et de DIF : 15 % des électeurs de Fillon ont choisi la liste LR, 26 % de ceux de Dupont-Aignan. 32 % des électeurs qui s'estiment proches des gilets jaunes ont voté RN d'après l'IPSOS. Selon l'IFOP, 30 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise qui ont voté l'ont fait pour le RN, 11 % des cadres et professions libérales, 15 % des professions intermédiaires, 32 % des employés, entre 40% (IPSOS) et 47 % (IFOP) des ouvriers. Pour autant, dire que la majorité des ouvriers se reconnaît dans le RN est exagéré. Sachant que 9,7 % des ouvriers sont étrangers (INSEE), que 14 % des ouvriers qui ont la nationalité française et plus de 18 ans ne sont pas inscrits sur les listes électorales, qu'ils se sont abstenus à 65 %, que plus de 4 % ont voté blanc ou nul, moins de 13 % des ouvriers ont voté RN même si on prend l'estimation haute du vote RN (celle de l'IFOP). 13 %, c'est trop, mais cela reste une minorité.

Les autres partis bourgeois

LREM, en coalition avec Agir, le MD et le MR, a obtenu 22,4 % et est passé derrière le parti xénophobe. Macron a joué le rempart contre le désordre (attribué aux gilets jaunes) et aussi la carte des « progressistes » (opposés aux « nationalistes »). Il a perdu une partie de son électorat de 2017 (60 % des électeurs de Macron au 1^{er} tour de la présidentielle ont voté LREM en 2019) mais a compensé en gagnant sur LR : entre 15 % et 30 % des électeurs de Fillon ont voté pour LREM. 30 % des cadres et membres des professions libérales, 26 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise qui ont voté ont choisi LREM. Parmi les électeurs qui se déclarent proches de la CFDT, 39 % ont voté LREM.

Avec 13,5%, EELV triomphe. Elle bénéficie d'une vague de préoccupation sur l'environnement et d'un certain discrédit du gouvernement sur ce terrain (20 % des électeurs de Macron, selon l'IFOP, ont voté EELV) si bien que le total des listes écologistes dépasse 17 % des voix. Elles

captent le vote jeune, ont un écho chez les salariés et les indépendants très qualifiés (16,4 % des cadres et professions libérales, 22,8 % des professions intermédiaires).

Avec 8,8 % la liste de LR subit une défaite cuisante. Wauquiez a perdu sur tous les tableaux : il a endossé un gilet jaune au début du mouvement mais pour rapidement se ranger du côté des policiers et des juges. Il a imité, comme Sarkozy, le discours du RN mais l'électorat réactionnaire fait désormais plus confiance à Le Pen pour instaurer un ordre policier et s'en prendre aux étrangers pauvres... 38 % de l'électorat de Fillon seulement a voté LR. Le RN et le gouvernement cherchent à dépecer la dépouille pendant que Larcher tente de sauver les meubles.

L'échec retentissant de LFI

La France « insoumise » n'a eu que 6,3 % des voix. Elle est passée de 7 millions de voix à la présidentielle à 1,4 million. Parmi les électeurs de Mélenchon, il y a eu des fuites significatives vers RN (7 %) et EELV (17 %) d'un côté, le PS (7 %) et le PCF (13 %) de l'autre. Seulement 7 % des ouvriers et 11 % des employés auraient voté LFI. Avec leur social-écologisme, le PS, LFI et le PCF n'ont pas rivalisé cette fois-ci avec EELV. Avec son « populisme de gauche », Mélenchon a renié la lutte des classes pour se vautrer dans le nationalisme : « *Combattre le fascisme avec les armes du nationalisme n'est rien d'autre que jeter de l'huile sur le feu.* » (Trotsky, 29 juillet 1935). Un conseiller régional LFI, Kotarac, a d'ailleurs rejoint le RN quelques jours avant le scrutin. Mélenchon avait fait le pari d'un référendum pour ou contre Macron : ce choix binaire a joué en faveur du RN. LFI va probablement être écartelée entre ceux qui veulent en rajouter dans la xénophobie en s'en prenant aussi aux immigrés et ceux qui veulent défendre le capitalisme français dans le cadre d'un front populaire-union de la gauche, donc s'allier avec EELV et le PRG, le PS et le PCF.

Le reste du mouvement ouvrier

Le PS a 6,2 % des voix. Il conserve le pourcentage de son candidat (Hamon) de 2017 et se retrouve au niveau de LFI. Pour autant, il n'a pas récupéré la base électorale que Macron lui avait prise. Pour sauver ses élus, il devra probablement passer sous les fourches caudines d'EELV. Génération, avec 3,3 % des voix semble vouée à éclater entre EELV et le PS. Le PCF qui a imité LFI (« les gens » au lieu de « classe ouvrière ») poursuit son agonie électorale avec 2,5 % des voix. Il ne sera pas le dernier à rejoindre un front populaire-union de la gauche. LO, pour qui le GMI avait appelé à voter, obtient moins de 0,8 %. Elle n'a pas défendu un programme communiste vivant qui dresse un pont entre la situation actuelle du prolétariat et le pouvoir des travailleurs, débouchant sur le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'État bourgeois.

7 juin 2019

Le congrès de la CGT



Le 52^e Congrès confédéral de la CGT s'est tenu du 13 au 17 mai 2019 à Dijon. La CGT est passée en 2018, en terme de votes chez les travailleurs, derrière la CFDT. En 1948, elle revendiquait 4 millions d'adhérents ; en 1968, 2,3 millions ; en 2016, 650 000.

Dans une organisation ouvrière saine, un congrès est l'occasion d'un bilan de l'activité et le lieu d'une

discussion démocratique sur l'orientation à suivre. Mais c'est impossible dans le cas des syndicats français contemporains, tout congrès confédéral étant orchestré par la bureaucratie qui le contrôle.

La corruption de la bureaucratie syndicale

La bourgeoisie française achète littéralement tous les appareils syndicaux (ceux issus de la CGT comme ceux provenant de la CFTC), ce que camouflent les directions des partis plus ou moins réformistes qui les épaulent et qui en font partie (PS, PCF, LFI, LO, NPA, POID...).

Les cotisations syndicales ne rapportent que 2 millions à la CFTC alors que 17 millions de subventions de l'État tombent chaque année dans son escarcelle. À comparer avec FO (8 millions de cotises, 20,1 d'aides publiques) ou la CGT (13,6 millions de la base, pour 27,5 millions de l'État). (Le Canard enchaîné, 8 mai 2019)

Les bureaucrates syndicaux contemporains échappent à l'exploitation du travail salarié car ils sont membres des conseils d'administration ou des conseils de surveillance des grandes entreprises, du Conseil d'orientation des retraites, du Conseil économique et social, etc., permanents syndicaux ou, plus modestement, cumulent les heures de délégation (DS, CSE...) de manière à ne plus travailler.

Cette couche petite bourgeoise (intermédiaire entre le capital et le travail) jouit de privilèges dérisoires par rapport au luxe de la grande bourgeoisie, mais qui sont significatifs au regard du sort de la masse des salariés, des retraités et des chômeurs.

À la CGT, le train de vie du prédécesseur de Martinez l'a illustré : le secrétaire général Lepaon touchait 5 200 euros net par mois (sans les primes), avait fait rénover son appartement de fonction pour 100 000 euros, refaire son bureau au siège de Montreuil pour 62 000 euros et obtenu 100 000 euros d'indemnités pour son départ du comité régional CGT de Basse-Normandie [voir *Révolution communiste* n° 10]. Aujourd'hui, Lepaon n'est pas réduit

au chômage : le 11 mars 2019, Macron l'a nommé par décret inspecteur général de la jeunesse et des sports de première classe (entre 4 000 et 6 000 euros bruts par mois sans les primes).

Trois ans de reculs de la classe ouvrière

Depuis le précédent congrès d'avril 2016 [voir *Révolution communiste* n° 17], la situation de la classe ouvrière s'est détériorée, sous le feu de la bourgeoisie française et de son État : augmentation de la flexibilité de l'emploi, des horaires et des salaires (loi travail de Hollande en 2016, ordonnances travail de Macron en 2017), affaiblissement d'un bastion de la lutte de classe (loi ferroviaire de Macron en 2018)...

L'offensive permanente du patronat et des gouvernements à son service a été facilitée par la connivence des directions syndicales. À chaque étape, la bureaucratie de la CGT a trahi :

- Acceptation de négocier chacune des attaques du capital sur le terrain de « l'intérêt général » ou de « l'intérêt commun », de la défense de « la France » ;
- Refus d'appeler à la grève générale, en sabotant la résistance aux attaques par des « journées d'action » ou des grèves intermittentes, qui découle de la volonté de ne pas nuire à « l'industrie française », à « l'économie nationale » ;
- Incapacité d'organiser la défense des grèves et des manifestations, couplée au soutien aux mouvements de policiers pour plus de répression, puisque l'État défendrait l'intérêt collectif et les policiers seraient des salariés comme les autres (d'ailleurs syndiqués par la CGT).

Depuis le congrès, la police est allée jusqu'à agresser les cortèges de la CGT et de Solidaires le 1^{er} mai.

La bilan aurait dû porter avant tout sur la défaite à la SNCF. De mars à avril 2018, toutes les directions syndicales de la SNCF ont accepté de discuter durant deux mois du projet de loi du gouvernement LREM-MoDem et lui ont fait « des propositions ».

D'autres solutions existent, la Fédération CGT des cheminots a transmis son rapport « Ensemble pour le fer » à l'Assemblée nationale et au gouvernement. Malgré des propositions argumentées, gouvernement et direction restent campés sur leur position dogmatique... Les cheminots, avec la CGT, attendent des engagements forts de la part du gouvernement. (CGT-Cheminots, 23 mars 2018)

Les chefs syndicaux ont décrété en avril des grèves intermittentes pour trois mois.

La grève générale et les grèves perlées ne sont pas deux tactiques pour atteindre le même but. Elles correspondent à deux buts différents. La grève générale est le ras-

semblement de toutes les forces des travailleurs pour se défendre contre leur ennemi de classe, pour le vaincre.

Par contre, les « *grèves perlées* », les « *journées d'action* », les « *grèves reconductibles* » site par site ou les actions symboliques (blocages de péage, pique-nique, « *marée populaire* », etc.) découlent du soutien de leurs promoteurs au capitalisme français contre les autres, de leur reconnaissance de la légitimité du gouvernement Macron, du consensus pour la nécessité d'une « *réforme* », de leur acceptation de discuter le rapport officiel puis le projet de loi. La négociation des attaques et les tactiques de diversion aboutissent, sauf débordement, à ce pour quoi elles sont faites : la défaite des prolétaires.

Contre la lutte de classe, Martinez prétend comme Berger qu'il y a un « *progrès social au bénéfice tant des salariés que des entreprises* », un intérêt commun des exploités et des exploités.

Nos organisations syndicales sont très attachées au dialogue social et à la négociation collective interprofessionnelle entre les interlocuteurs sociaux, facteurs de progrès social au bénéfice tant des salariés que des entreprises... (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC, Lettre au Medef, à la CPME et à l'U2P, 25 septembre 2018)

L'aide à Macron lors de la crise des Gilets jaunes

La bureaucratie de la CGT a affiché la défense de « *notre modèle social* » pour récuser le mouvement confus des Gilets jaunes apparu en octobre 2018. Mais ce « *modèle social* » comporte 2,4 millions de chômeurs (selon la définition la plus restrictive), 1 million de travailleurs qui ont un emploi mais vivent avec moins de 855 euros par mois, 4 millions de mal-logés, etc.

Les travailleurs des pays impérialistes ont obtenu des conquêtes sociales importantes après la 2^e Guerre mondiale (comme la gratuité de la santé en Grande-Bretagne, l'échelle mobile des salaires en Italie, l'emploi à vie au Japon...) parce que les bourgeoisies avaient peur de la révolution et de tout perdre. En 1944-1945, les travailleurs étaient même armés en Grèce, en Italie, en France, en Belgique... Ces acquis ont été maintenus tant que la croissance était forte, et non sans pression des travailleurs : 1968 en France, 1969 en Italie, 1974 au Portugal...

Mais le retour de la crise capitaliste mondiale en 1973-1974 a marqué le début de la contre-offensive de la classe dominante dans tous les pays impérialistes, au sein des entreprises capitalistes et par l'État bourgeois : écrasement de grèves, privatisations, précarisation de l'emploi y compris dans la fonction publique, augmentation de l'intensité et de la durée du travail, recul de l'âge de la retraite et baisse du montant des pensions, déremboursement des soins, etc.

Partout, les partis sociaux-impérialistes –comme le PS et le PCF en France– et les bureaucraties syndicales –dont la CGT en France– se sont associés à ces remises en cause. Ainsi s'expliquent la montée des candidats et partis xénophobes, l'affaiblissement des partis « réformistes » et des syndicats, l'apparition de mouvements sociaux en dehors des partis ouvriers bourgeois et des syndicats de salariés : mouvement des Indignados en Espagne (2011), Occupy Wall Street aux États-Unis (2011), Gilets jaunes en France (2018)... Face au mouvement des Gilets jaunes qui était une réaction populaire contre la paupérisation et la montée des inégalités, la bureaucratie de la CGT ne cacha pas sa réticence.

Si la colère peut s'entendre car le prix des produits pétroliers devient exorbitant et intenable, il est nécessaire de regarder de près les contours de cette initiative.... notre modèle social et la solidarité nationale... une colère légitime mais dont les ressorts sont obscurs et les solutions préconisées pour sortir de cet engrenage sur le long terme demeurent floues, voire dangereuses pour le monde du travail. Plusieurs partis d'extrême droite semblent être à la manœuvre... notre modèle social et républicain. Nous sommes clairement dans une instrumentalisation de l'exaspération ! (CGT, Communiqué, 29 octobre 2018)

Non seulement les bureaucraties syndicales furent incapables (à l'exception de Solidaires) de condamner les violences policières, les tabassages par les forces de répression, les mutilations causées par les grenades de désencerclement et autres tirs tendus, mais elles participèrent aux réunions des « partenaires sociaux » avec le gouvernement alors déstabilisé.

Le président de la République s'est réuni dans la journée, autour d'une grande table, avec 37 personnes, dont... les responsables confédéraux des syndicats représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) et les responsables des organisations patronales (Medef, CPME et U2P)... afin d'entendre leurs voix, leurs propositions et avec pour objectif de les



10 décembre 2018, Martinez au palais de l'Élysée

Organisations syndicales ayant obtenu une audience supérieure ou égale à 8%

Organisations syndicales	Nombre de suffrages valablement exprimés ^{iv}	% de voix obtenues	Poids relatifs ^v
CFDT	1.382.646,70	26,37%	30,32%
CGT	1.302.775,50	24,85%	28,57%
CGT-FO	817.570,38	15,59%	17,93%
CFE-CGC	559.304,51	10,67%	12,27%
CFTC	497.361,18	9,49%	10,91%

Représentativité dans les entreprises en 2017, ministère du travail, 6 septembre 2018

mobiliser pour agir », avant d'annoncer des mesures « concrètes et immédiates ». (Le Monde, 10 décembre 2018)

Assuré du soutien de tous les partis présents au parlement (dont PS, PCF et LFI) et des chefs syndicaux, le président lança l'opération « Grand débat » et se remit en selle.

Le déclin de la CGT est aussi un phénomène dangereux. La centrale avait canalisé pendant un siècle le mécontentement populaire. La crise des « gilets jaunes » a montré combien ce savoir-faire était précieux. (Le Figaro, 12 décembre 2018)

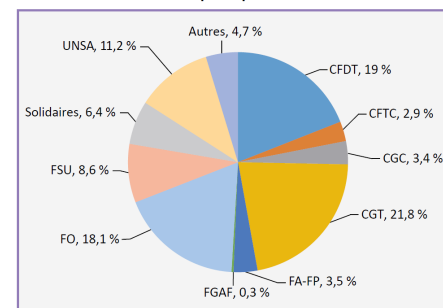
Aucun bilan du « syndicalisme de proposition »

La CGT est affaiblie par sa propre direction, malgré le dévouement et le courage de dizaines de milliers de militants, souvent victimes de la répression patronale, comme ceux des SUD, de la CNT et de FO. Son appareil cogère les entreprises, négocie toutes les attaques, dissipe la combativité dans des « journées d'action » (et des « grèves perlées » à la SNCF). Tout cela, elle le décrète sans débat démocratique et sans le soumettre aux votes des syndiqués.

Le rapport ne dénonce jamais les rapports d'exploitation : « *l'humanité n'en peut plus de la concurrence effrénée, des dogmes aberrants imposés par les institutions internationales* » (p. 5). Si toute l'humanité est victime, la bourgeoisie française n'est coupable de rien, ni le mode de production capitaliste. La cause des difficultés vient de simples idées (« *des dogmes* »). Il faut « *être en rupture partout avec les orientations actuelles* » (p. 4), ce qui signifie que d'autres orientations seraient bonnes sans remettre en cause la propriété privée et le salariat, qu'il suffirait que l'État bourgeois et les patrons fassent les bons choix. Donc, le rôle du syndicat serait de « *proposer* », de convaincre les capitalistes et leurs représentants politiques.

En outre, ces idées fausses (« *aberrantes* ») sont imposées de l'étranger, par des « *institutions internationales* ». Mais l'ennemi principal est dans notre propre pays : tous les gouvernements français défendent les intérêts de la bourgeoisie française. Soutenir, comme Martinez, Veyrier (FO), Groison (FSU), Mélenchon (LFI), Brossat (PCF)... que les décisions de Macron et de ses prédécesseurs sont dictées par l'Union européenne (alors que toutes les grandes décisions de l'UE ont été prises par accord entre l'État français et l'État allemand), par l'OMC (qui est quasiment mise au chômage par Trump) ou par le FMI

Représentativité dans la fonction publique en 2018, ministère de l'action et des comptes publics, 11 décembre 2018



(auquel l'État français n'emprunte rien), c'est semer les graines du nationalisme que Le Pen n'a plus qu'à récolter.

Le texte rappelle que « *tant la confédération que les organisations, ont porté de nombreux projets et propositions* ». La direction cite comme exemple « *le rapport de la fédération des cheminots sur l'avenir du service public ferroviaire* », « *reflet de la démarche de contestation et de propositions pour négocier de la CGT* ». Et de rappeler « *le vote action des cheminots en 2018 qui avait recueilli plus de 90 000 votes (66 % de participation)* ».

En fait, la direction de la CGT explique, comme ses adjoints de LO, que la défaite est de la faute des salariés qui ne sont pas assez combatifs :

Réfléchir aux formes de luttes dans la logique de la démarche de la CGT suppose d'interroger les salariés sur leur capacité à mener les actions. Quelques exemples récents sont à souligner, comme la grève séquentielle engagée en 2018 chez les cheminots...

Ce rapport d'activité indigent a été ratifié par 71 % des voix.

Un rapport d'orientation pour poursuivre la collaboration de classes

Pour donner le ton, la direction avait baptisé le congrès « *Au cœur du travail pour bâtir l'avenir* », un slogan creux qui pourrait être emprunté à Macron.

Le rapport d'orientation propose de « *changer le travail pour changer la société* », ce qui inverse la réalité de classe de la société actuelle : comment changer le travail sans changer la société ? Ce chapitre sert à édulcorer la fonction des innovations technologiques sous le règne du capital qui est d'augmenter l'exploitation, d'intensifier le travail.

La bureaucratie dénonce de manière voilée toute tentative de revenir à la lutte des classes :

Nous ne sommes pas à l'abri d'un repli sur soi de nos organisations et d'une réduction à un syndicalisme de posture en réaction au développement du libéralisme.

Le texte aussi réformiste que pontifiant, conçu pour permettre à la direction de continuer à cogérer, de s'associer aux prochaines attaques (retraites, fonctionnaires, chômeurs, fermetures de sites...) et de saboter la lutte du prolétariat par ses journées d'action ou grèves intermittentes, a recueilli 69 % de voix.

Surtout, la reconduction de Martinez, seul candidat à sa succession, au poste de secrétaire général avec le score de 91 % malgré un bilan désastreux témoigne que le congrès n'était pas celui d'une organisation ouvrière saine.

Pour la démocratie syndicale et la rupture avec l'État capitaliste

L'appareil affaibli idéologiquement par la disparition de l'URSS, l'affaiblissement de la FSM et le déclin du PCF, est fracturé désormais entre PCF, LFI, PRCF, PCRF, PCOF, OCML-VP... Il en vient même à coopter des membres d'organisations dites « trotskystes » : un exemple connu est Jean-Pierre Mercier, membre du BP de LO, promu porte-parole de la CGT du groupe PSA.

Les tensions au sein de la bureaucratie ont affleuré quand les chefs des fédérations de l'agroalimentaire, de la chimie, du commerce et des services... (que la presse bourgeoise appelle « aile gauche ») ont bataillé contre les comités régionaux, contre l'unité avec la CFDT (pour eux, le « syndicalisme rassemblé » empêche de faire porter la responsabilité des défaites à la CFDT) et pour le retour à ce qui reste de la FSM. La nostalgie de l'époque où le stalinisme empoisonnait le mouvement ouvrier mondial et était hégémonique en France est telle qu'elle a nécessité l'intervention de l'ancien secrétaire général Thibault (confortablement recyclé depuis juin 2014 à l'OIT). Il avait publié en avril une tribune dans la presse bourgeoise en défense de Martinez, de la CSI et de la CES.

Si certaines interventions ont mis en cause la politique suivie par la direction (Val-de-Marne, Seine-Maritime, CHU Lille, CGT intérim...), elles n'ont pas débouché sur un candidat ou une candidate au poste de secrétaire général, ni soumis un texte alternatif.

Les organisations qui se réclament les jours de fête de Lénine et de Trotsky (LO, NPA, POID...) se gardent bien d'appliquer une politique qui s'en inspire. Ils refusent de construire une fraction syndicale s'opposant à la bureaucratie corrompue et chauvine, contestant son monopole sur la CGT. Elles ne combattent pas sa participation aux plans anti-ouvriers et elles appellent même les travailleurs à suivre docilement les diversions qu'elle décrète (« journées d'action », suppliques à Macron, etc.).

Dans la CGT et tous les syndicats de masse, les travailleurs conscients doivent se rassembler et s'organiser pour s'opposer à la politique de collaboration de classes des directions syndicales actuelles qui n'aboutit qu'à échec sur échec et pour mettre fin à l'incroyable émiettement syndical qui bénéficie au patronat et nuit aux travailleurs. Ces tendances « lutte de classe » des syndicats doivent favoriser l'auto-organisation des masses (assemblées générales qui contrôlent le mouvement, élection de comités de grève, centralisation des comités...) ainsi que l'auto-défense des grèves, des locaux et

des manifestations, remplacer les responsables corrompus qui trahissent.

L'objectif est de créer une CGT unifiée et internationaliste, indépendante de l'État bourgeois, organisant les chômeurs, fonctionnant démocratiquement, menant la lutte de classe pour les revendications et pour l'expropriation du capital. Cette tâche est inséparable de la construction d'une internationale ouvrière et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays.

En dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'État impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste aussi nécessaire qu'auparavant et devient, dans un certain sens, révolutionnaire. (Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, août 1940)

29 mai 2019

Cahiers révolution communiste

- n° 22 CoReP : Manifeste pour la révolution socialiste européenne, 2019
- n° 21 Trotsky : La France à un tournant, 1936
- n° 20 Trotsky : Encore une fois, où va la France ?, 1935
- n° 19 Trotsky : Où va la France ?, 1934
- n° 18 CoReP : plateforme, 2017
- n° 17 GMI : programme, 2017
- n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847
- n° 12 4^e Internationale : manifeste, 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865
- n° 9 Bolchevisme contre lambertisme, 2016
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915
- n° 6 Marx : la crise, 1847-1875
- n° 5 4^e Internationale : programme, 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, 1911-1934
- n° 1 GMI : plateforme, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP
2 euros auprès des militants

Lyon : la grève des éboueurs



Une double grève d'une importance et d'une durée inhabituelles a touché le ramassage des poubelles de l'agglomération lyonnaise pendant près d'un mois. Une majorité des travailleurs, agents de la métropole de Lyon, se sont mis en grève du 19 mars au 5 avril. Puis, à partir du 2 avril et jusqu'au 18 avril, les salariés de Pizzorno, une des sociétés privées assurant une délégation de service public pour le compte de la métropole de Lyon se sont joints au mouvement.

C'est la question des salaires qui a mis le feu aux poudres, d'autant plus qu'une réorganisation des tournées était aussi prévue. De façon spontanée, avec la création du collectif de lutte, les éboueurs de la métropole ont débordé le dispositif traditionnel du dialogue social cher aux bureaucrates syndicaux. De fait, très rapidement le mouvement s'est doté d'un collectif des éboueurs et des chauffeurs de la collecte marquant une certaine défiance vis-à-vis des principaux syndicats (CGT, UNSA, FO) de la métropole. Un éboueur précisait : « On en avait ras le bol. Mais les syndicats n'auraient rien fait. C'est pour ça qu'on est parti en grève sans eux ».

Pour éviter de perdre toute influence, CGT, UNSA, SUD d'un côté et FO de l'autre, ont dû déposer des préavis de grève. Pendant ce temps, les assemblées générales ont rapidement adopté un cahier de revendications portant principalement sur quatre points :

- augmentation immédiate de 200 euros par agent ;
- non à la mise en place du mono-ripper (un camion ramasse de 6 à 11 tonnes par tournée. Ils sont actuellement deux agents à l'arrière, la métropole proposant une expérimentation pour passer à un seul agent) ;
- congés d'été sur les mois de juillet et d'août ;
- maintien de la prime d'intéressement de février.

Dans un premier temps, pour contourner le collectif des grévistes, les représentants du président de la métropole (David Kimelfeld, LREM) ont décidé de ne négocier qu'avec « l'intersyndicale » qui n'était pas à l'origine de la grève, refusant, à la fureur des travailleurs, l'accès aux négociations aux membres élus du collectif des grévistes ainsi qu'aux délégués de FO. Au dixième jour de

grève, l'intersyndicale a signé un accord *a minima*, très loin des quatre revendications, avec l'employeur et a retiré par conséquent son préavis de grève.

Le journal régional *Le Progrès* annonça victorieusement : « La grève est finie, les poubelles seront ramassées demain ». Mais, à la surprise des caciques syndicaux et des responsables de la métropole, l'ensemble des dépôts n'a pas reconnu l'accord. En assemblée générale, le collectif des grévistes a fait voter à la quasi-unanimité la poursuite et l'extension de la grève avec la réaffirmation des quatre points et « l'exigence d'ouverture de négociations avec le collectif et le syndicat FO qui n'a pas retiré son préavis de grève ».

Parallèlement, pour briser la grève, le président de la métropole Kimelfeld avait fait assigner cinq agents du collectif et de FO au tribunal « pour blocage illégal des fours ». Il avait aussi fait ramasser les ordures par des entreprises privées en prenant un arrêté de « maintien de la sécurité et de la salubrité publique ».

Mais, le 2 avril, c'était au tour des employés de l'entreprise privée Pizzorno, avec le syndicat SUD, de rentrer dans la danse, provoquant la grève totale sur l'ensemble des communes de la métropole et particulièrement dans le centre-ville de Lyon. Le seizième jour de grève, contraint et forcé par la puissance du mouvement, par l'alliance entre les travailleurs du secteur public et du secteur privé du ramassage des déchets, le patron macroniste fut contraint de négocier avec le collectif des éboueurs. Le 5 avril, la métropole satisfaisait une grande partie des revendications et signait un protocole avec le collectif et les syndicats. Les grévistes ont obtenu :

- des augmentations indemnitaires pour chaque agent de la collecte allant de 90 euros à 130 euros nets par mois ;
- l'embauche de vingt agents d'ici au 1^{er} juillet 2019 ;
- la levée de toutes les assignations et poursuites devant les tribunaux ;
- diverses mesures ayant trait aux conditions de travail.

Les dépôts votaient alors la reprise du travail. Chez Pizzorno, la direction a d'abord catégoriquement refusé de négocier. Mais la grève a permis de faire sauter le verrou et d'arriver à des concessions tant sur des questions économiques que d'organisation du travail : une prime de 65 euros bruts par mois, six jours de grève payés...

26 mai 2019, correspondant

un point de vue marxiste sur l'actualité
groupemarxiste.info

pour combattre avec les communistes
groupe.marxiste.inter@gmail.com

À bas les projets du gouvernement contre la recherche publique et l'enseignement supérieur ! Boycott de la soi-disant concertation !

Il y a deux ans, le gouvernement avait organisé des « groupes de travail » sur la « réussite en licence », et les syndicats s'étaient empressés d'y participer. Il en résulta la loi ORE, la sélection à l'entrée en licence, et Parcoursup, qui a empêché des dizaines de milliers de bacheliers d'accéder à la formation de leur choix et exclu une partie d'entre eux de l'accès à l'enseignement supérieur.

Fin 2018, le gouvernement multipliait par 16 les droits d'inscription pour les étudiants hors UE. Face au tollé, le gouvernement a exonéré de cette mesure les doctorants, main d'œuvre scientifique indispensable aux laboratoires, hautement qualifiée et payée à peine au-dessus du SMIC. Cette reculade du pouvoir ne concerne pas la grande masse des étudiants.

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a publié jeudi 13 décembre 2018 l'ordonnance qui permet aux universités et aux grandes écoles qui le souhaitent d'expérimenter, durant 10 ans, de nouvelles formes de rapprochement, regroupement et fusion. Cette expérimentation peut inclure les établissements de l'Église catholique. Cette nouvelle institution pourra déroger aux dispositions du code de l'Éducation et du code de la Recherche en s'attaquant aux statuts nationaux des personnels, aidé en cela par la future loi sur la fonction publique.

Le 1^{er} février, le premier ministre Philippe annonça un projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, dont la mise en application est annoncée pour début 2021. A cet effet, trois « groupes de travail » ont été constitués sur les thèmes suivants : (1) recherche sur projet, financement compétitif et financement des laboratoires ; (2) attractivité des emplois et des carrières scientifiques ; (3) innovation et recherche partenariale. En mars, la ministre envoya donc aux universités trois lettres de mission, leur disant clairement ce qu'elles devaient faire pour alimenter les réflexions des groupes de travail.

Il s'agit de faire chanter par les universités et laboratoires la chanson que le gouvernement veut entendre : renforcement de la recherche sur projets (dont l'ANR) ou sur contrats avec le privé, aux dépens du soutien de base aux laboratoires, mesures spéciales pour attirer les « vedettes », incitation aux chercheurs pour qu'ils s'impliquent dans l'enseignement, aux chercheurs et enseignants-chercheurs pour qu'ils s'occupent d'administration, d'innovation, de gestion de projets, etc.

À aucun moment, il ne sera question du véritable problème, celui de la pénurie de moyens, de l'état de délabrement dans lequel se trouvent de nombreuses universités, les dizaines de formations contraintes de

fermer faute de ressources et surtout le manque criant de postes statutaires : le nombre de postes de chercheurs et d'ingénieurs, techniciens et administratifs, ouverts au CNRS diminue d'année en année, ne couvrant même plus les départs à la retraite, tandis que les universitaires sont surchargés d'heures supplémentaires d'enseignement et de tâches administratives ; par ailleurs les carrières de nombreux maîtres de conférences et chargés de recherche sont bloquées par manque de postes de professeurs et directeurs de recherche. Par contre, la précarité (CDD, post-doctorats, vacations...) n'a cessé de croître pour atteindre près de 27 % des effectifs des établissements publics à caractère scientifique et technique (CNRS, INRA, INSERM...).

Pour croire qu'en s'exprimant sur le site web mis en place par la ministre, les chercheurs et universitaires pourraient faire valoir leurs revendications, il faut être animé de la foi aveugle des pires aveugles, ceux qui refusent de voir.

Pour bloquer l'offensive contre la recherche publique et l'université, pour arracher les revendications, la première condition est de rompre avec le gouvernement, ses prétendues concertations. Les organisations syndicales doivent refuser de participer au moindre « groupe de travail », aux discussions avec le gouvernement sur ses projets contre les étudiants, les universitaires et les chercheurs.

Il faut organiser les travailleurs de la recherche et de l'université, les étudiants, en assemblées générales qui décident démocratiquement, qui se coordonnent à l'échelle locale et nationale, pour préparer la grève générale jusqu'à satisfaction.

À bas tous les projets de destruction de l'enseignement supérieur public ! Abrogation de toutes les attaques antérieures de Macron-Philippe-Vidal !

Non à la « recherche par projet » ! Boycott des discussions des attaques du gouvernement ! Boycott du CNE-SER et de tous les organes de cogestion ! Patronat hors des facs !

Pour une université ouverte à tous ceux qui souhaitent s'instruire ! Gratuité de l'inscription à l'université pour tous, quelle que soit la nationalité !

Rétablissement intégral du cadre national des diplômes ! Allocation d'autonomie pour tous les étudiants !

Embauche massive de personnels titulaires pour absorber le supplément d'étudiants ! Titularisation de tous les précaires ! Construction des locaux nécessaires à l'enseignement !

29 avril 2019

Toulouse III : contre l'allongement de la durée du travail

Depuis près de six mois, les travailleurs non-enseignants (personnels BIATSS : bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et santé) de l'Université Paul Sabatier à Toulouse (Université Toulouse III, dite UT3 ou UPS) mènent une lutte pour défendre leurs acquis concernant leur nombre de jours de congés, menacés de réduction par la direction de l'Université présidée par Jean-Pierre Vinel.

Ce dernier, à l'automne 2018, annonce dans un bien mal nommé « *agenda social* », l'ouverture de trois chantiers pour « *améliorer* » les conditions de travail des agents de l'établissement, « *fidéliser et rendre plus attractive* » l'arrivée de nouvelles recrues. Suivant une méthode qui a fait ses preuves, est instauré un groupe de travail pour chaque thème, en y intégrant les organisations syndicales représentatives de l'Université. Alors que ce processus n'avait pas même été validé en commission technique d'établissement, les responsables de la CFDT, du SNPTES et du SNESUP-FSU montent dans le train de la direction. Seules les sections syndicales FERC-CGT et FO refusent de s'associer à cette basse manoeuvre. En réalité, il s'agit surtout pour la présidence de réduire 278 équivalents temps plein, pour s'aligner sur la dotation de l'État qui ne couvre pas les besoins de l'Université.

Pourtant, si la situation financière de l'université s'est redressée au cours des deux dernières années, ce sont déjà les travailleurs qui en ont payé le prix fort par deux campagnes de gel de 200 postes de titulaires, un accroissement de la précarité pour les contractuels et une dégradation des conditions de travail de tous. Mais la régression sociale n'a pas de limites, encore moins l'appétit des patrons privés ou publics, sauf lorsque les salariés décident de ne plus courber l'échine devant ce qui est présenté comme inévitable.

En novembre puis en décembre 2018, se tient une assemblée générale. Fin janvier, des informations plus précises fuient des groupes de travail. Des AG de 200 à 300 agents vont avoir lieu, une pétition recueille près de 1 000 signatures, les mots d'ordre de grève surgissent. Si les sections syndicales CGT et SUD sont à l'initiative, l'auto-organisation de la lutte va être assurée par des agents non syndiqués, très majoritairement des femmes. Un comité de mobilisation, désigné en AG, est

créé permettant une élaboration continue des réflexions sur les moyens d'actions.

Une grève pour le 21 mars est votée, suivie par une centaine d'agents et va permettre de bloquer pendant toute une matinée l'accès à l'Université. La détermination d'une partie des agents, certes pas majoritaire dans l'action, est néanmoins totale. Dans la foulée, les travailleurs de l'Université Jean-Jaurès (Toulouse II) apportent une motion de soutien. Eux aussi ont eu à combattre récemment une remise en cause de leurs congés, qu'ils ont su repousser. Deux journées de grève sont votées les 11 et 12 avril, devant l'absence de réponse crédible de la présidence face aux inquiétudes des agents qui s'expriment, face à une forme de mépris d'une direction arc-boutée sur son pseudo agenda social qui masque une régression terrible.

Le 16 avril, la CGT et FO refusent de participer au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Le CHSCT pourra finalement se tenir délocalisé au rectorat, grâce à la présence à la dernière minute des responsables SNESUP-FSU, rejoignant ceux de la CFDT et du SNPTES. Le quorum atteint, le comité, sur proposition des responsables de la FSU, mandate un cabinet d'audit pour expertiser les conséquences sur les conditions de travail des mesures envisagées par « l'agenda social ».

Un délai de deux mois va courir avant le rendu de l'expertise du CHSCT. Vinel pourrait être tenté de profiter des congés d'été. Ce serait son dernier fait d'armes avant son départ à la retraite prévu en septembre avec la satisfaction de la mission accomplie au compte du ministère et du gouvernement.

La fin de l'histoire de cette lutte n'est pas écrite, et les semaines à venir seront déterminantes pour les agents mobilisés, qui d'ores et déjà préparent de nouvelles actions. Mais notre mouvement apporte déjà un enseignement à tous les travailleurs de l'université et aux autres. Il constitue un vrai désaveu à toutes les bureaucraties syndicales qui entraînent par le fond les combats des salariés en participant à tout le cirque gouvernemental du « dialogue social ». Pour gagner sur nos revendications, nous ne devons pas commencer un combat... en déposant les armes !

18 mai 2019, correspondant



Motion des enseignants grévistes de Nanterre, 4 avril

L'AG de grévistes de l'Éducation nationale réunie à Nanterre le 4 avril refuse toute concertation de la loi Blanquer et ne veut plus de journées d'action. Elle demande aux directions syndicales CGT, FSU, FO, CFDT, Solidaires... d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait du projet de loi Blanquer. (37 pour, 1 contre, 11 abstentions)

Europe : pour l'ouverture des frontières aux réfugiés et la libre circulation des travailleurs !

Les humains se sont toujours déplacés. La plupart des migrants sont des étudiants et des travailleurs salariés. La classe ouvrière est par essence internationale, le prolétariat conscient combat toutes les discriminations, il exige partout la plus grande démocratie dont fait partie le droit de se déplacer librement.

Le capitalisme pourrissant entraîne des déplacements forcés et brutaux de la population

La survie du capitalisme entraîne la destruction de l'environnement (dont le réchauffement climatique qui frappe particulièrement l'agriculture et l'approvisionnement en eau des villes de l'Afrique du Nord et de l'Est, de l'Asie de l'Ouest), la liquidation systématique des droits arrachés par les luttes ouvrières, les expéditions néocoloniales qui déchirent des États entiers, le militarisme, la restriction des libertés au nom de la « lutte contre le terrorisme », la montée du fanatisme religieux et du fascisme, la fermeture de frontières...

Les puissances impérialistes ont tracé artificiellement les frontières, souvent mis en place des régimes despotiques (policiers, militaires, monarchies absolues, etc.), fourni abondamment des armes, pillé les ressources naturelles, plus d'une fois soutenu des forces réactionnaires, cléricales (basées sur les propriétaires fonciers ou les capitalistes compradores).

Pour préserver les intérêts de leurs firmes multinationales qui exploitent et pillent dans le monde entier, les gouvernements européens, américain, russe et chinois interviennent politiquement et militairement à l'étranger. En particulier les États prétendument démocratiques d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest protègent les régimes militaires ou monarchiques d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Égypte...), le régime clérical et colonial d'Israël (qui discrimine les Arabes et refuse l'immigration des non-Juifs), ainsi que les régimes islamistes du Golfe qui répandent le salafisme dans le monde entier, qui financent la réaction islamiste et qui exploitent férocelement les migrants dans le bâtiment, l'agriculture et le travail domestique, tout en refusant d'accueillir les réfugiés de la région.

Les bourgeoisies locales parties prenantes du capitalisme mondial en déclin ont toutes pratiqué des politiques racistes ou sectaires : le génocide des Arméniens par la bourgeoisie turque, l'expulsion des Arabes de la plus grande partie de la Palestine par la bourgeoisie israélienne, l'exode des Juifs sous la pression des régimes du Baas et du nassérisme, la propagande salafiste antisémite, patriarcale et antichrétienne répandue à l'échelle mondiale par l'Arabie saoudite, le djihadisme toléré par Israël et la Syrie, financé par les monarchies du Golfe et la Turquie islamiste.

Les impérialismes français, britannique et américain ont ravagé militairement le Proche-Orient. Les États-Unis ont conquis l'Afghanistan et l'Irak (2001 et 2003), la France a

bombardé la Libye (2012). Quand la population de Syrie s'est soulevée contre le despotisme (2011), Assad a bombardé sa population, avec le soutien de l'Iran et de la Russie. Depuis 2015, l'Arabie saoudite, avec l'appui des États-Unis et d'Israël, détruit le Yémen. De 2014 à 2018, les armées américaine, française, canadienne, italienne, belge, néerlandaise... ont bombardé des zones de Syrie et d'Irak tenues par l'EI, la Turquie a bombardé des zones de ces deux pays tenues par le PKK et le PYD et envahi avec l'appui de djihadistes une partie de la Syrie. Il en a résulté des millions de déplacés supplémentaires.

Les Kabyles restent discriminés en Algérie. Les opposants syriens ont été victimes d'une répression militaire inouïe et de la torture de masse de l'État bourgeois syrien. Les sunnites d'Irak ont été la cible des exactions des milices chiïtes. Les minorités nationales (Kurdes) et religieuses (chiïtes, yézidis, chrétiens) d'Irak et de Syrie ont été victimes des islamofascistes de Daech. Les Noirs sont discriminés en Libye, au Soudan... La Somalie, la Libye et la Syrie sont disloquées. Le Soudan a été en guerre contre sa propre population (Soudan du Sud, Darfour...). L'Érythrée est un régime totalitaire.

Des millions de Syriens et d'autres victimes des guerres, de la pauvreté et du despotisme d'Asie de l'Ouest et d'Afrique de l'Est ont fui, certains dans leur pays même, la plupart vers les pays voisins (ceux qui les acceptent, car Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats... refoulent les réfugiés) : Liban (1,1 million de Syriens), Jordanie (0,6 million), Turquie (1,9 million).

L'augmentation en 2017 du flux de migration du Proche-Orient et de l'Europe (de l'Est et même du Sud) vers la Grande-Bretagne et l'Ouest de l'Union européenne résultait avant tout de la survie du capitalisme décadent, de la domination brutale des grands groupes capitalistes sur le monde entier et de quelques pays impérialistes sur le reste du monde. Le ralentissement des flux est dû en partie au financement par l'UE et le Royaume-Uni de la rétention et de la persécution des migrants par les cliques libyennes et les États de la région.

Quand les frontières se ferment, les migrations ne cessent pas mais deviennent plus risquées, avec la terreur permanente pour les travailleurs sans papier, leur surexploitation, ainsi que la division et l'affaiblissement de l'ensemble de la classe ouvrière.

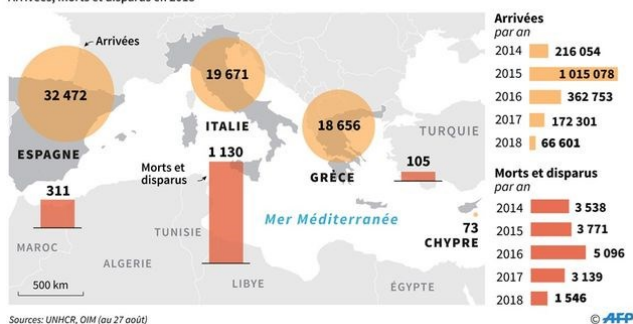
L'autre résultat de la fermeture des frontières et de l'édification de murs est que le risque et la mortalité augmentent. Des centaines de milliers sont dépouillés et brutalisés par les passeurs. Des milliers meurent noyés, étouffés, électrocutés.

Les États de l'UE sont largement coupables

L'Europe capitaliste révèle son vrai visage : des États dressent des murs et des barbelés, expulsent massive-

Migrants arrivés par la mer en Europe

Arrivées, morts et disparus en 2018



ment, la plupart matraquent les réfugiés, tous enferment les migrants comme s'ils étaient des criminels et des délinquants, sous les applaudissements des partis xénophobes et fascistes.

La victoire du Oui au référendum britannique de 2016 a largement été alimenté par des mensonges xénophobes et alimente les comportements racistes de l'État contre les citoyens d'origine antillaise et des bandes fascistes contre les travailleurs venus de Pologne.

Les réfugiés sont assassinés de fait par les gouvernements européens, ces hommes à costume et ces femmes à tailleur qui tiennent des propos tantôt hypocrites, tantôt répugnants. Sur 1 240 000 demandes d'asile dans l'Union européenne en 2017, seulement 538 000 ont été acceptées dans des conditions misérables. Malgré le vieillissement de la population et la pénurie de main-d'œuvre, même l'Allemagne a rétabli en 2018 les contrôles à ses frontières.

L'UE aide le Maroc à retenir les migrants avec 148 millions d'euros versés en 2018. La même année, 100 000 migrants ont été arrêtés au Maroc, puis expulsés vers leur pays ou enfermés dans des camps. Les cliques islamistes qui se disputent la Libye sont payées par les gouvernements italien et français pour retenir les migrants, donc les exploiter, les voler, les violer, les réduire en esclavage. Il n'y a aujourd'hui aucun dispositif de secours aux naufragés en Méditerranée, depuis que l'Union européenne a décidé de suspendre les moyens navals de sauvetage de la mission Sophia, se rangeant ainsi aux arguments du ministre de l'Intérieur italien Salvini.

Le gouvernement grec de la Syriza qui avait eu le soutien de tous les réformistes et de tous les centristes à sa constitution expulse les migrants à tour de bras, en collusion avec Paris et Berlin, complétant le dispositif de séquestration des réfugiés en Turquie.

Renouer avec l'internationalisme prolétarien

La vraie patrie des travailleurs, c'est la classe ouvrière mondiale. Le nationalisme et les fermetures de frontières divisent les travailleurs. Les travailleurs migrants ne sont pas seulement des victimes : comme tous les opprimés et exploités, elles et ils montrent de remarquables capacités de solidarité et de lutte collective.

Les églises chrétiennes, tout en s'étant mises au service du capitalisme depuis des siècles, sont des organisations internationales dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la politique des gouvernements nationaux. Avec leur aide financière et matérielle, des associations cléricales s'occupent souvent de l'aide aux migrants sur le terrain de

la charité, tout en les empêchant de résister à la police, leur prêchant la résignation face aux décisions de justice, sans exiger l'abrogation des lois de discrimination.

Les partis bourgeois « démocratiques » traditionnels (PP, Tories, LR, CDU, OVP...) ou nouveaux (LREM, Ciudadanos...) tendent à s'aligner sur les partis xénophobes pour s'en prendre à ceux qui fuient la misère et la persécution. La nuance est que les premiers accueillent favorablement les riches et les capitalistes étrangers alors que les seconds désignent les musulmans comme des ennemis. Les prétentions des partis fascistes et fascistes à défendre les travailleurs nationaux n'est que poudre aux yeux : quand ils prennent le pouvoir, c'est tout autant au compte du grand capital que les autres partis bourgeois et donc au détriment de la classe ouvrière, transformée en poussière d'exploités sans droit et sans organisation.

Les partis issus de la classe ouvrière, mais sociaux-impérialistes de fait, ont toujours mené la même politique que les partis bourgeois quand ils étaient au pouvoir (PCF, PS, Labour...) et le font encore (Syriza, SPD, PSB...). Les nouveaux partis « réformistes » (Podemos, LFI, DL...) en feront autant s'ils accèdent au gouvernement.

Les bureaucraties à la tête des organisations syndicales défendent aussi, avant tout, leur bourgeoisie et leur capitalisme. Cependant, plus près des lieux d'exploitation, certains syndicats défendent partiellement les travailleurs étrangers surexploités et même les organisent. Même dans ce cas, l'appareil syndical tend à isoler ces luttes des autres travailleurs et à les rejeter en privilégiant l'aristocratie ouvrière et ses préjugés.

L'internationalisme prolétarien exige l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs, aux étudiants, des papiers pour tous, l'égalité des droits pour tous ceux qui vivent, travaillent et étudient en Europe. Front unique des organisations ouvrières en défense des migrants :

- Annulation des condamnations et cessation de toutes les poursuites à l'encontre de ceux qui portent assistance aux migrants et réfugiés,
- Fermeture des centres de détention et abrogation de toutes les lois de discrimination,
- Ouverture des frontières de toute l'Europe à tous les travailleurs et à tous les étudiants,
- Liberté des réfugiés, des travailleurs et de leurs familles de s'établir où ils le désirent,
- Mêmes droits pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs, mêmes droits pour tous les étudiants.

Reconstruction de l'internationale ouvrière pour renverser les États bourgeois nationaux, ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe et du communisme mondial.

21 avril 2019

GKK / Autriche, GMI / France,
IKC / Espagne, PD / Turquie

Adresse internationale du 1^{er} mai

Travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Les masses d'Algérie et du Soudan se lèvent contre les régimes tyranniques de leur bourgeoisie privilégiée, celui du FLN et de l'armée dans un cas, celui de l'islamisme et de la police politique dans l'autre. Des milliers de militants ouvriers ont rompu avec les dirigeants confédéraux du COSATU et avec le Parti « communiste » SACP qui gèrent le capitalisme sud-africain avec le parti de la bourgeoisie noire ANC depuis 1994. Ils viennent de constituer un parti qui se réclame de la révolution sociale (SWRP). Dans un monde capitaliste qui court à la catastrophe, ce sont des signes que la classe ouvrière peut se défendre et sauver l'humanité.

Les puissances impérialistes se disputent le monde

Deuxième économie mondiale, la Chine est devenue un impérialisme de poids, par le montant de ses exportations, la constitution de grands groupes (comme Huawei le plus apte au passage des communications à la 5G qui est un enjeu mondial), ses achats de terres cultivables et d'entreprises étrangères, ses prêts à des États en difficulté (dont le Venezuela et le Soudan). Le monde étant partagé depuis longtemps, elle ne peut prendre une place qu'au détriment des vieilles puissances impérialistes (États-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Canada...).

Pour garantir ses approvisionnements et ses débouchés, pour défendre les intérêts de ses firmes multinationales, l'État chinois, comme ses rivaux, renforce son armée et établit des bases à l'étranger (Djibouti). La Chine flatte tous ceux que l'impérialisme étasunien menace, elle se présente comme la championne du libre-échange tout en construisant patiemment et méthodiquement sa propre politique impérialiste autour des « nouvelles routes de la soie ».

L'impérialisme dominant ne pouvait plus supporter sans réagir de voir s'affaiblir ses positions, non seulement vis-à-vis de l'impérialisme chinois, son rival le plus menaçant, mais aussi vis-à-vis de tous ses autres concurrents. Il ne peut plus supporter que quiconque, comme la Syrie, l'Iran ou le Venezuela, profitant de son affaiblissement relatif, ose le défier.

Les États-Unis s'appuient sur leurs atouts économiques, culturels et militaires. Ils multiplient les décisions de justice contre les groupes capitalistes étrangers. Depuis l'élection de Trump, des mesures protectionnistes (élévation de droits de douane) frappent des centaines de milliards de dollars d'exportations européennes, canadiennes et surtout chinoises aux États-Unis et des mesures de rétorsion ont été prises symétriquement par l'UE et la Chine contre les exportations américaines.

La guerre économique est non seulement un facteur de crise économique, mais aussi d'instabilité grandissante entre les principaux pays impérialistes et dans chaque pays. Au Proche-Orient, les États-Unis ont engagé une lutte implacable pour faire reculer et asphyxier l'Iran. Trump donne sa bénédiction à l'État colonial d'Israël pour l'annexion de Jérusalem et de la Cisjordanie. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne... soutiennent la monarchie réactionnaire d'Arabie saoudite dans une guerre meurtrière au Yémen (à laquelle participait le Soudan). La France favorise en Libye l'offensive du maréchal Haftar contre le gouvernement soutenu par les autres puissances occidentales, en particulier l'Italie. Elle renforce ses interventions militaires au Mali comme en Centrafrique.

La Russie a une base militaire en Syrie, consolide sa mainmise sur la Crimée et entretient des sécessions en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie. Les menaces d'intervention militaire de Trump au Venezuela pour précipiter la chute de Maduro s'inscrivent également dans l'offensive des États-Unis pour regagner leur mainmise sur l'Amérique latine tout en leur offrant la possibilité d'évincer du Venezuela les investisseurs chinois et russes. La Turquie, avec le consentement de la Russie et des États-Unis, mène des opérations militaires contre le mouvement national kurde en Irak et en Syrie. La Chine occupe des îles de son voisinage, ce qui sert de justification au militarisme chez les États capitalistes voisins (Japon, Vietnam, Corée du Sud, Philippines, Australie).

La montée de la réaction sous toutes ses formes

Sur tous les continents, les libertés démocratiques (le droit de s'informer, de débattre, de faire grève, de manifester, de s'organiser...) reculent. Des travailleurs sont réduits à l'esclavage. Des murs sont bâtis par Israël, les États-Unis, etc. Souvent, les réfugiés sont les premières victimes, mais tous les opprimés et tous les travailleurs sont menacés. Le droit à l'avortement, dans les pays où il a été arraché malgré les institutions religieuses, est mis en cause. L'État birman extermine les musulmans ; l'État turc occupe militairement le Kurdistan ; l'État espagnol refuse le droit aux habitants de la Catalogne de décider de leur sort...

Non seulement des pays subissent des crises économiques sévères (Venezuela, Argentine, Turquie...) mais les États capitalistes les plus avancés infligent aux travailleurs le chômage, la précarité, le report de l'âge de la retraite, la détérioration des hôpitaux publics et de l'école publique, la hausse des



loyers... Les capitalistes recourent au chantage à la délocalisation (dans le pays ou à l'étranger).

Dans ce cadre, les partis traditionnels du capital sont usés, minés, discrédités et ne parviennent plus, ou très mal, à trouver une assise suffisante dans le cadre de la démocratie bourgeoise, plus ou moins parlementaire. La paupérisation relative ou absolue de couches toujours plus larges de la population, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi d'une partie de la petite bourgeoisie, ne leur garantit plus un électorat stable. Nombre de leurs électeurs s'abstiennent ou se tournent vers des partis « populistes », cléricaux, xénophobes, voire fascistes. Tous les partis bourgeois, vieux et nouveaux, brandissent le drapeau d'un nationalisme plus agressif pour dévier la colère des masses contre « l'étranger », externe ou interne (migrants, minorités religieuses...), protéger leur propre bourgeoisie et accentuer l'exploitation.

Les aventuriers et les nouveaux partis xénophobes et cléricaux font mine de s'opposer au « système », à « l'oligarchie », de représenter « le peuple » contre les « élites » : ils ont remporté le référendum en Grande-Bretagne, remporté des élections au Brésil, en Italie, en Autriche, en Turquie, en Inde, aux Philippines, en Pologne, etc. Mais le repli national et l'agressivité militaire, l'obscurantisme religieux, ne résoudront en rien les difficultés des travailleurs.

Les succès des démagogues « populistes » et des partis fascistes reposent sur l'absence d'une alternative révolutionnaire pour la classe ouvrière au déclin du capitalisme, à sa menace envers l'environnement, à sa crise politique, aux tensions internationales.

Les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes » traditionnels n'obtiennent plus de concessions de leur bourgeoisie. Les appareils syndicaux sabotent les résistances avec des « journées d'action » symboliques et impuissantes tout en collaborant aux attaques patronales et gouvernementales. Souvent, les anciens partis sociaux-patriotes (travailleurs, sociaux-démocrates, « communistes »...) se trouvent emportés dans le même discrédit que les partis bourgeois traditionnels. L'affaiblissement du SPD en Allemagne, du PCF et du PS en France, la disparition du PCI en Italie, le discrédit du PT du Brésil sont des exemples frappants.

Pour en finir avec la barbarie capitaliste

Malgré l'intensification des mesures pour maintenir le taux de profit, malgré les restrictions des libertés démocratiques, malgré l'installation de gouvernements ultraréactionnaires dans un certain nombre de pays, nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Au Brésil, les travailleurs salariés, les femmes, les étudiants et les Indiens relèvent déjà la tête en commençant à se rassembler contre les premiers coups du gouvernement Bolsonaro. En Hongrie, des manifestations importantes ont défilé contre Orban. En Italie, des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté à Rome contre le

gouvernement Salvini-Di Maio. En Algérie, des millions de prolétaires, de jeunes, de femmes, de travailleurs indépendants et de cadres se mobilisent contre le régime corrompu. Au Soudan, par millions les masses cherchent à en finir avec le régime d'oppression islamiste et de vol qui a de plus divisé profondément le pays.

En Algérie, au Soudan, au Brésil, partout, pour que gagne le camp de l'immense majorité, celui des exploités, des opprimés, pour abattre réellement le système, il faut mener la révolution sociale. C'est aux travailleurs de s'emparer des usines, des mines, des moyens de transport et de communication, des banques et des terres. Pour s'organiser partout, il faut des assemblées, des comités qui élisent leurs représentants et se coordonnent à l'échelle locale et nationale. Tout le pouvoir à ces structures ! « L'assemblée constituante » ou la « transition démocratique » ne feront que maintenir le capitalisme et l'appareil de répression, comme cela s'est passé en Espagne, en Tunisie, au Venezuela... Au maintien du capitalisme, tout « État islamique » ajoute l'oppression des femmes, des jeunes, des minorités religieuses, des homosexuels, comme l'ont montré le califat de l'EI, l'Iran, le Soudan.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève générale, l'auto-organisation, le ralliement des conscrits, la prise du pouvoir par les travailleurs des villes et des campagnes !

Partout dans le monde, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'air frais, d'une stratégie de révolution permanente, d'une internationale communiste, pour prendre le pouvoir, bâtir une société sans classe et sans frontières.

Contre le nationalisme ranci des bourgeoisies aux abois et de leurs agents sociaux-patriotes ! Vive la solidarité ouvrière internationale ! Liberté de circulation des réfugiés et des travailleurs ! Fin des blocus et des expéditions impérialistes, fermeture des bases militaires ! Démantèlement d'Israël pour une Palestine unifiée, démocratique et laïque aux mains des travailleurs arabes et juifs !

Reconstruction d'une internationale ouvrière sur la base du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de la 4^e Internationale du temps de Trotsky !

Expropriation des groupes capitalistes, contrôle de la production et des échanges en fonction des besoins et non plus du profit ! Dissolution des corps de répression et armement des travailleurs !

Contre la barbarie capitaliste sous toutes ses formes, révolution sociale, gouvernement ouvrier ! Vive le socialisme mondial !

1^{er} mai 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

FT-VP (Brésil)

IKC (Espagne)

Liberté pour Assange, Manning et tous les lanceurs d'alerte !

Julian Assange, fondateur de Wikileaks, croupit dans la prison de haute sécurité de Belmarsh au Royaume-Uni et risque une extradition vers les États-Unis sous des chefs d'inculpation pouvant conduire à son emprisonnement à vie. Chelsea Manning, qui passa 7 ans en prison pour avoir transmis à Wikileaks des documents prouvant des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan, a passé deux mois dans une prison de l'État de Virginie où elle fut mise à l'isolement pendant 4 semaines et privée des soins médicaux dont elle avait besoin ; elle vient de retourner en prison et est menacée de lourdes amendes journalières tant qu'elle refusera de témoigner contre Assange.

Assange fonda Wikileaks en 2006, dans le but de révéler les secrets honteux des divers États bourgeois, et effectivement il tint parole, exposant la corruption et le cynisme tant des gouvernements impérialistes que de ceux du Proche-Orient. En 2010, un analyste de l'armée américaine, Bradley Manning (qui en 2013 a changé de sexe et se prénomme désormais Chelsea), transmit à Wikileaks des dizaines de milliers de documents militaires ou diplomatiques secrets sur les guerres en Afghanistan et en Irak, en particulier une vidéo montrant le massacre délibéré de civils à Bagdad en 2007. Manning fut trahi par un hacker infiltré, puis emprisonné et condamné en 2013 à 35 ans de prison [voir *Révolution communiste* n° 3].



Alors que Wikileaks avait été encensé et même primé au nom de la liberté de la presse, après les révélations des secrets militaires et crimes de guerre des États-Unis, en particulier des noms de leurs agents, les grands médias qui avaient profité de ses documents se retournèrent contre Assange : il ne serait pas un vrai journaliste, mais un irresponsable, un mégalomane, etc. Le *Guardian* l'accusa même (sous couvert de responsables américains) d'avoir « *du sang sur les mains* ». Pour le journalisme bourgeois, la recherche de la vérité s'arrête là où commencent les intérêts fondamentaux de l'impérialisme.

Les gouvernements impérialistes profitèrent de ce climat pour serrer leur étau sur lui. En mai 2010, les États-Unis lancèrent contre lui une procédure. Craignant de finir sa vie dans une geôle américaine, voire d'être exécuté, Assange se rendit le 19 juin 2012 à l'ambassade de l'Équateur pour demander l'asile politique. Celui-ci lui fut accordé le 16 août, et cinq ans plus tard la citoyenneté équatorienne lui fut octroyée. Ce pays était alors dirigé par le gouvernement de front populaire de Rafael Correa, qui cherchait à se démarquer des États-Unis.

Pour Trump, qui considère les journalistes comme des « *ennemis du peuple* », tous les moyens sont bons pour obtenir l'extradition d'Assange. Celui-ci fut accusé

d'avoir conspiré avec Manning pour pirater les ordinateurs de l'armée. À cet effet, Chelsea Manning fut convoquée en mars devant un « grand jury ». Elle refusa de témoigner contre Assange, affirmant qu'elle avait tout dit lors de son procès en 2013. Elle fut emprisonnée pour deux mois, dont 28 jours passés en isolement administratif. À peine libérée, elle fut à nouveau convoquée et, refusant toujours de témoigner contre Assange, elle fut condamnée à rester en prison pendant toute la durée du « grand jury » (18 mois), et à payer une amende de 500 dollars par jour après le premier mois, puis 1 000 dollars par jour après le deuxième mois tant qu'elle ne plie pas.

Entretiens, Lenin Moreno, ancien vice-président équatorien de 2007 à 2013, fut élu président du pays en 2017, avec le soutien de son prédécesseur Rafael Correa. Il montra rapidement son vrai visage de larbin de l'impérialisme américain. Finalement, il retira à Assange sa citoyenneté équatorienne et révoqua son asile politique, puis, fait inédit dans l'histoire diplomatique, il autorisa le 11 avril la police britannique à venir l'appréhender dans l'ambassade à Londres. Assange a immédiatement été conduit à la prison de catégorie A (haute sécurité, à régime restrictif) de Belmarsh. Le 1^{er} mai, il fut condamné pour non-respect des conditions de sa liberté conditionnelle à la peine maximale, soit 50 semaines de prison.

Dans les cas d'Assange et Manning se trouvent en jeu la liberté de la presse, le droit pour les journalistes de publier les secrets honteux des États et des gouvernements, leurs mensonges et leurs crimes de guerre. L'acharnement des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Suède contre Assange procède de l'accord entre les bourgeoisies impérialistes pour soumettre l'information aux « intérêts supérieurs » de l'État.

On voit la même chose en France quand la DGSI ou les services du procureur font pression sur les journalistes pour qu'ils révèlent leurs sources dans leurs enquêtes sur l'affaire Benalla ou sur les armes françaises vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, qui sont utilisées dans la guerre au Yémen.

Le mouvement ouvrier doit prendre la défense de Julian Assange et Chelsea Manning, exiger leur libération inconditionnelle. Il doit exiger la liberté totale de la presse, le droit de publier tous les secrets des États, quels que soient les moyens par lesquels ils ont été obtenus.

Seule la plus grande liberté de parole, de presse et de réunion peut créer les conditions favorables au développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. (Trotsky, La Liberté de la presse et la classe ouvrière, 21 août 1938)

26 mai 2019

L'État canadien nie encore une fois le droit du Québec à l'autodétermination

Le 20 février dernier, le gouvernement du Parti libéral du Canada/Liberal Party of Canada (PLC/LPC) a déposé devant la Cour d'appel du Québec un document d'une centaine de pages, en anglais seulement, qui proclame l'illégalité de toute sécession unilatérale du Québec. Ce geste s'inscrit dans la contestation de la loi 99 qui avait été adoptée en décembre 2000 par le gouvernement du Parti Québécois (PQ) en réponse à la loi sur la clarté référendaire du gouvernement canadien qui imposait des conditions à l'indépendance du Québec, dont une très vague « majorité claire » lors d'un référendum. La règle du 50 % +1 était donc rejetée sans équivoque par l'État canadien.

La loi 99 a été contestée dès 2001 par l'avocat Keith Henderson, ancien chef du défunt Parti Égalité/Equality Party, anglo-chauvin. En 2013 il avait reçu l'appui du gouvernement canadien dirigé alors par le Parti conservateur du Canada/Conservative Party of Canada (PCC/CPC) de Stephen Harper. En 2018, la Cour supérieure du Québec avait rejeté leur recours judiciaire et donné raison au gouvernement québécois. C'est pourquoi la cause a été portée devant la Cour d'appel du Québec, car les chauvins canadiens veulent éviter à tout prix la sécession du Québec, même si en ce moment il n'y a pas de référendum à l'horizon et que le PQ indépendantiste a subi une débâcle lors des élections québécoises d'octobre 2018 [voir *Avant-Garde* n° 4].

Le fait que l'État canadien ait déposé son mémoire uniquement en anglais démontre un réel mépris pour la majorité des Québécois et les minorités francophones hors-Québec. C'est aussi une entorse à la loi sur les langues officielles adoptée en 1969 par le PLC/LPC de Pierre Elliott Trudeau, le père du premier ministre actuel Justin Trudeau. Ce document de l'actuel PLC/LPC

comprend l'obligation d'obtenir le consentement de la majorité des provinces canadiennes pour que l'indépendance du Québec soit valide. C'est une négation claire du caractère national du Québec qui se voit ravalé au statut d'une simple province canadienne.

Des sources fédérales ont mentionné que le gouvernement et ses avocats se basent sur l'avis de la Cour suprême sur le renvoi relatif à la sécession du Québec, en 1998. Le plus haut tribunal du pays affirmait alors que la sécession d'une province du Canada doit être considérée, en termes juridiques, comme requérant une modification de la Constitution, qui exige forcément une négociation. (Radio-Canada, 27 mars 2019)

Rappelons que le gouvernement québécois n'a jamais ratifié la Constitution canadienne de 1982 imposée de force par l'État canadien.

Le Collectif révolution permanente au Canada défend inconditionnellement le droit du Québec et des Premières Nations à l'autodétermination, à se séparer, et s'oppose résolument à toute tentative de la part de l'État impérialiste canadien pour le contrecarrer. Si le peuple québécois décidait de se séparer, la constitution fédérale de 1982 et le mémoire du gouvernement Trudeau fils de 2019 seraient piétinés par la marche de l'histoire.

Pour autant, nous ne préconisons pas l'indépendance politique du Québec et nous sommes en faveur de l'unité la plus large possible du prolétariat, sans contraintes ni ingérence de la part de la bourgeoisie anglophone. Nous appelons à la mise sur pied, après le triomphe de la révolution prolétarienne, d'une fédération socialiste nord-américaine basée sur une union volontaire des différents peuples qui en feront partie.

1 avril 2019, correspondant

Souscription

Aidez les communistes internationalistes, envoyez un chèque à l'ordre de l'ARTP !

Abonnement

envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)
à l'ordre de ARTP pour 5 numéros de *Révolution communiste* à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....

Algérie : arrêt de la répression, libération de Louisa Hanoune !

Les protestations massives de la population algérienne contre le régime et sa corruption ont abouti à un changement de façade. Le général Salah et l'état-major, qui étaient jusqu'alors les alliés fidèles du clan de Bouteflika, se sont retournés contre lui.

La télévision a montré le 5 mai l'arrivée de trois personnalités au tribunal militaire de Blida : le frère du président déchu, Saïd Bouteflika ; l'ex-coordonateur des services de sécurité, Athmane Tartag ; le patron durant un quart de siècle des services secrets algériens (DRS), Mohamed Mediène dit Toufik.

Le chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la défense nationale, Ahmed Gaïd Salah, est allé jusqu'au bout de ses menaces publiques contre ceux qu'il a présentés, il y a quelques jours, comme étant une bande, l'accusant d'avoir comploté contre l'État. (El Watan, 6 mai)

La justice militaire a aussi placé le 9 mai Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), en détention provisoire, après l'avoir inculpée de « *complots contre l'armée et l'État* ».

Convoquée comme témoin par le tribunal militaire de Blida, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, a été placée en détention après plus de cinq heures d'audition par le juge chargé du dossier de Saïd Bouteflika et des deux généraux Toufik et Tartag. (El Watan, 10 mai)

Le 21 mai, les étudiants qui manifestaient contre le régime maintenu ont été réprimés.

L'État bourgeois tente d'intimider. Les organisations ouvrières de tous les pays doivent protester contre la répression des manifestants, l'arrestation et l'emprisonnement de tout responsable d'un syndicat ou d'un parti d'origine ouvrière, quelle que soit sa politique.

Dans le cas du PT, que la presse présente abusivement comme « trotskyste », cette politique est indéfendable. Le PT avait constitué une coalition avec l'ancien parti unique (FLN) et les islamistes (FIS) puis, après la guerre civile, puis s'était rapproché du régime Salah-Bouteflika, ce qui permettait à son courant international (l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dirigée alors par Daniel Gluckstein) de tenir des conférences en Algérie.

Mais c'est à la classe ouvrière de juger ses organisations et ses dirigeants, pas à l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Solidarité internationale avec les travailleuses, les travailleurs et les jeunes algériens ! Libération immédiate de Hanoune ! Levée de toutes les poursuites contre les manifestants étudiants et les dirigeants du PT ! Respect du droit de manifester, de s'exprimer, de s'organiser !

28 mai 2019

Collectif révolution permanente

5^e conférence du Groupe marxiste internationaliste

Les 20 et 21 avril 2019, le Groupe marxiste internationaliste, section française du Collectif révolution permanente, a tenu sa 5^e conférence nationale à Paris. À cette occasion, les militants ont échangé, discuté et contrôlé leur organisation, ses finances et son orientation politique. Une nouvelle fois, le GMI a invité toutes les organisations qui se réclament de la révolution socialiste mondiale (dont CCR4-NPA, Claire-NPA, GCPOR, groupe Révoltes, groupe La Commune, ROR). Malheureusement, aucune n'est venue ni même n'a daigné répondre. Toutefois, la conférence a reçu les salutations des autres sections du CoReP (GKK/Autriche, PD/Turquie) et de deux autres groupes (IKC/Espagne, FT-VP/Brésil).

Depuis la dernière conférence, le GMI a publié son organe (*Révolution communiste*) avec régularité, a distribué des tracts dans ses lieux d'intervention et dans les manifestations, en particulier parmi les travailleurs se mobilisant contre les ordonnances-travail puis contre la liquidation du statut des cheminots, parfois dans le mouvement des Gilets jaunes. Son site a aussi permis la diffusion de ses positions et de celles du CoReP. Il a tenu une université rouge sur la 4^e Internationale. Dans un contexte de défaites répétées de la classe ouvrière en France, de montée de la xénophobie en Europe, d'aggravation de la crise politique et idéologique du mouvement ouvrier mondial, le GMI ne s'est pas développé depuis la conférence précédente (novembre 2017).

Les militants ont discuté de la situation mondiale depuis le Brexit, la guerre commerciale entamée par les États-Unis, l'élection de Bolsonaro au Brésil, la tentative de renverser le régime du Venezuela et celui d'Iran, les révoltes en Algérie et au Soudan... Ils ont discuté de la situation française après la défaite à la SNCF, l'irruption inattendue des Gilets jaunes et le « grand débat » qui a permis à Macron, avec la répression ainsi que l'aide des directions syndicales et des partis réformistes, de rétablir en partie son autorité et de reprendre ses attaques... La conférence a adopté une résolution sur la question des migrants en Europe soumise à toutes les organisations révolutionnaires du continent. Elle est axée sur l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux réfugiés, l'égalité des travailleurs nationaux et étrangers. La conférence a travaillé sur un projet de manifeste pour la révolution socialiste européenne soumis par le Collectif révolution permanente. Le manifeste, depuis adopté, récuse tant la pseudo-Union européenne que le repli national, pour ouvrir la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. Les militants ont élu une direction nationale chargée de publier le bulletin bimestriel, d'animer le groupe et de regrouper les communistes internationalistes (en France et dans le monde) jusqu'à la prochaine conférence qui se tiendra avant deux ans.

Turquie : les élections locales du 31 mars

L'article complet est disponible en turc sur le site de nos camarades, la traduction française l'est sur celui du GMI. Depuis que nos camarades ont écrit cette analyse, Erdogan a fait annuler l'élection du maire CHP élu à Istanbul.



Depuis la révolte de la place Gezi [mai 2013], deux élections locales, trois élections générales et un référendum constitutionnel ont eu lieu. La période des élections qui avaient lieu presque tous les ans est finie à moins que des élections générales anticipées n'aient lieu avant 2023.

Nous sommes entrés dans le processus électoral parallèlement avec la plus grave crise économique de l'histoire turque. Les visées impérialistes au Proche-Orient et plus particulièrement en Syrie se sont effondrées. Afin de dissimuler cette crise, le régime d'Erdoğan a utilisé pendant de longs mois l'ordre du jour électoral. En avançant que ces élections représentaient une question de « survie » pour la Turquie, il a présenté toute l'opposition comme soutien des terroristes et comme une « alliance de la maladie ». En utilisant sans retenue les moyens de l'État et les médias, il a fait un effort particulier pour tenter de rendre invisibles la campagne électorale de ses rivaux. Il a réprimé lourdement tous les opposants, à commencer par le HDP. Au centre des efforts électoraux d'Erdoğan, il n'y avait rien en dehors de la désignation de l'opposition comme cible et des menaces lancées. Il a tenté de consolider son électorat avec un discours ultra-autoritaire, nationaliste et raciste.

Afin de faire face à cet affaiblissement le régime Erdoğan a besoin en permanence de partenaires de

coalition pour le soutenir. Ce partenaire a été, jusqu'à aujourd'hui, le MHP fasciste.

Les vainqueurs et les perdants des élections

Le front AKP-MHP qui a présenté les élections comme un test pour la légitimité du système présidentiel est sans aucun doute le perdant des élections. Si l'on compare avec les élections du 24 juin, l'alliance AKP-MHP a perdu près de 3 millions de voix. Elle a perdu 4 des 5 plus grandes villes (elle a remporté la ville de Bursa sur le fil).

Alors qu'Erdoğan s'affaiblit, le partenaire de l'alliance du peuple MHP se renforce. L'AKP qui, jusqu'à aujourd'hui n'était jamais tombé en dessous des 50 % des voix, ne parvient plus depuis longtemps (en fait depuis le 7 juin 2015) à rassembler une majorité suffisante. Le MHP fasciste est le gagnant de l'alliance du peuple, car la dépendance du régime d'Erdoğan envers ce parti a encore augmenté. Le MHP est dans une position qui lui permet de réclamer davantage de pouvoirs et d'autorité dans la bureaucratie de l'État au sein du nouveau régime présidentiel. Au fur et à mesure que le discours nationaliste et autoritaire d'Erdoğan se durcit, la sphère d'influence politique du MHP s'élargit.

Cette situation place Erdoğan dans une dépendance forte envers le MHP. En fin de compte, au sein de l'alliance du peuple, le perdant est Erdoğan et le gagnant le MHP.

Le grand vainqueur des élections locales du 31 mars est sans aucun doute le CHP. Ce parti a remporté l'écrasante majorité des grandes villes qui étaient auparavant sous la direction de l'AKP. Les villes qui sont des centres industriels et touristiques sont passées sous le giron du CHP. Cette réussite du CHP a nui à la réputation de l'AKP et a même provoqué une démoralisation sérieuse dans sa base électorale. Le facteur le plus important qui a préparé cette victoire du CHP est constitué par les dégâts provoqués chez les masses travailleuses par la crise économique ainsi que par la réaction aux tendances de plus en plus autoritaires du régime d'Erdoğan.

Le perdant de l'Alliance de la nation est le İYİP. Il n'a pu remporter aucun centre-ville et a dû se contenter de quelques bourgades. Ses voix ont baissé et ce parti perd la vitalité dont il jouissait à sa constitution. Son existence politique dépend de la situation de l'Alliance de la nation qu'il a constituée avec le CHP.

Un autre vainqueur de ces élections est le HDP, car il a atteint les buts qu'il s'était fixé avant la date du scrutin.

Malgré toutes les pressions de l'État le désignant comme cible, la criminalisation de ce parti, il a réussi en grande partie à reprendre les villes où avaient été nommés des administrateurs.

L'autre perdant des élections est la gauche socialiste. Celle-ci commet un suicide idéologique en se contentant de rester spectatrice des élections sans intervenir dans le processus électoral, en soutenant, face l'AKP-MHP, un autre bloc bourgeois de droite qui est le CHP-İYİP et enfin en tombant dans le piège de l'ivresse d'une prétendue victoire suite aux résultats des élections. Pour la gauche socialiste, le but essentiel était de faire reculer Erdoğan et de mettre fin à son pouvoir. Elle veut qu'Erdoğan s'en aille mais accepte que perdure l'ordre qui l'a engendré.

Un autre gagnant des élections se trouve être la bureaucratie des syndicats DİSK et KESK. Avec la victoire du CHP dans les grandes villes, leur nombre d'adhérents parmi les ouvriers des mairies a connu une augmentation rapide. Plus particulièrement les adhésions à Genel-İş qui est lié au DİSK et à TÜM-BELSEN qui est lié au KESK augmentent rapidement. Cette situation apporte des rentrées d'argent et renforce l'hégémonie des bureaucraties du DİSK et du KESK. C'est d'ailleurs la raison principale de la participation à un niveau si élevé des bureaucraties du DİSK et du KESK à la victoire électorale du CHP.

Pendant des années, Erdoğan a déclaré que « *si nous perdons Istanbul, nous perdrons la Turquie* ». Ces déclarations ont souvent été citées dans les médias de masse. Combien de temps durera le succès d'İmamoğlu et quelles seront les réactions d'Erdoğan, le temps le montrera. Des indices sont cependant donnés par la déclaration d'Erdoğan le soir des élections. Il a en effet menacé : « *Nous avons la majorité dans les conseils municipaux, voyons comment ils pourront diriger les mairies* » ou encore « *les mairies qui ne seront pas en harmonie avec le pouvoir central ne pourront pas diriger leurs villes* ». Il est clair qu'Erdoğan ne pourra digérer facilement cette défaite électorale. Le fait qu'il n'y ait pas d'autres élections jusqu'en 2023 lui donne une liberté d'action et semble indiquer qu'il adoptera une position plus agressive.

Le véritable vainqueur des élections a été la bourgeoisie de Turquie. Avec la fin des élections, des attaques intenses contre la classe ouvrière sont préparées sous le nom de « *paquet de réformes économiques* ». Tout le poids de la crise est transféré sur les épaules de la classe ouvrière. La bourgeoisie trouve là l'occasion de transformer la crise en une opportunité et de croître davantage. Avec İmamoğlu qui se retrouve sous la lumière des projecteurs, un nouvel acteur politique qui pourrait constituer, pour la bourgeoisie, une alternative à Erdoğan est en train de naître.

Leur printemps ou notre printemps ?

Le CHP a participé aux élections du 31 mars avec le slogan « *à la fin du mois de mars, ça sera le printemps* ». Il a prétendu que l'hiver glacial créé depuis des années par l'AKP prendrait fin avec la victoire du CHP. À la suite des résultats des élections, tous les opposants au bloc AKP-MHP, y compris la gauche socialiste, ont annoncé que le printemps était arrivé.

Même si nous sommes entrés au printemps en termes saisonniers, en termes politiques et économiques, du point de vue des travailleurs et des opprimés l'hiver est toujours aussi glacial. Avant tout, les maires dépendent du pouvoir central qui peut intervenir dans leurs budgets. Erdoğan a le pouvoir de nommer des administrateurs en lieu et place des maires.

Les maires CHP sont racistes et nationalistes, pour « *l'économie de marché* ». Le maire d'Ankara Mansur Yavaş est un fasciste qui vient de la tradition du MHP et sa première action a été d'embaucher les anciens cadres fascistes à la direction de la mairie. Et la première action du maire CHP de la ville de Bolu a été d'annuler les aides sociales destinées aux réfugiés syriens et de vomir de la haine contre eux.

D'un côté, le régime d'Erdoğan est présenté comme fasciste, de l'autre les urnes apporteraient la solution, des promesses sont faites selon lesquelles il serait possible de faire reculer voire de vaincre le fascisme avec des moyens parlementaires. Cette approche pleine d'incohérences, de contradictions et de stupidités ne peut rien apporter d'autre que de faux espoirs et des frustrations aux masses.

Lorsqu'il s'agit de la guerre et de la crise, les deux alliances n'ont aucune différence. Tous les acquis des travailleurs ont été remis en cause avec le paquet de réformes économiques adopté juste après les élections. Le but est de généraliser autant que possible l'annulation des indemnités de licenciement, la retraite individualisée forcée et la précarité des conditions de travail.

Lorsqu'il s'agit des Kurdes, des travailleurs, des opprimés, l'alliance CHP-İYİP n'est guère différente du régime Erdoğan. C'est pourquoi attendre la démocratie des cliques bourgeoises et en espérer le printemps ne peut apporter que la frustration. Les travailleurs et les opprimés n'ont d'autre alternative que de lutter dans le cadre d'un programme révolutionnaire en rompant avec la totalité de l'ordre établi et en construisant leurs propres organisations. Leur printemps ne peut venir en blanchissant l'ordre établi pour faire reculer Erdoğan dans les urnes. Il viendra avec les grèves, les occupations d'usines et les barricades.

24 avril 2019

Patronsuz Dünya (Monde sans patron)

Palestine : l'armée sioniste sème la mort à Gaza

Une fois encore, Israël bombarde Gaza

Du 2 au 6 mai, l'armée israélienne a bombardé la bande de Gaza à 350 reprises, faisant 23 morts, des dizaines de blessés et détruisant des immeubles entiers. Comme en mars 2019, en 2014, en 2012, en 2008... contre cette enclave de 2 millions de réfugiés arabes, chassés de Palestine par la colonisation sioniste dans un bantoustan soumis au blocus depuis 13 ans par Israël et l'Égypte.

Ce nouveau massacre fait suite au lancement de quelques roquettes par le Hamas qui dirige Gaza depuis 2007 et le Jihad islamique. Cette action désespérée et dérisoire était la conséquence du resserrement du blocus de Gaza dont 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. En effet, Israël, en plus de tuer et détruire, refuse tout entretien ou renouvellement des infrastructures (énergies, eau, industries, BTP...), limite la pêche, bloque les marchandises et les flux financiers.

Trump, qui pousse à la guerre contre l'Iran comme au Venezuela, a twitté le 6 mai : « *Nous soutenons Israël à 100 % dans la défense de ses citoyens* » ajoutant cyniquement « *Au peuple de Gaza : ces actes terroristes contre Israël ne vont vous apporter rien d'autre que davantage de souffrance* ». De son côté, Macron a réaffirmé le 5 mai « *le droit d'Israël à la sécurité* ».

Depuis un an, les tireurs d'élite de l'armée israélienne ont abattu à la frontière de Gaza, 269 Palestiniens et en ont blessé 29 000 dont 7 100 par balles alors qu'ils participaient aux manifestations de la « *marche du retour* ».

Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, Israël a les mains libres contre les Palestiniens, contre la Syrie et contre l'Iran, aux côtés du régime monarchique, financeur de djihadistes et antisémite de l'Arabie saoudite. Confrontés à l'hostilité de la Turquie et à l'intervention de son rival russe dans la région, l'impérialisme dominant a plus besoin que jamais d'Israël. Trump a reconnu Jérusalem comme capitale et vient d'entériner l'annexion du Golan.

Netanyahou a changé la constitution pour renforcer le caractère raciste de l'État. Ainsi, la bourgeoisie israélienne poursuit sa politique d'annexion à Jérusalem, en Cisjordanie, tout en se moquant des pantomimes de l'assemblée générale de l'ONU. Il attaque régulièrement les troupes iraniennes venues au secours du régime syrien.

Pour une Palestine unifiée par la révolution socialiste

L'État israélien est bâti sur le racisme et la violence envers les Arabes de la Palestine. Le projet sioniste est de refuser l'intégration des Juifs dans les pays où ils vivent et de tous les installer en Palestine en chassant ses habitants non juifs par tous les moyens.

Signant les accords d'Oslo en 1993, l'OLP (alliance dirigée par le Fatah d'Arafat) a entériné la colonisation. En échange, elle est devenue « l'Autorité palestinienne » corrompue par les puissances impérialistes et servant de police adjointe à Israël qui poursuit la colonisation de la Cisjordanie. Cette trahison a aidé au développement de l'islamisme, le Hamas a gagné les élections à Gaza en 2007. Depuis, l'oppression menée par l'aile cléricale de la bourgeoisie palestinienne pèse sur la population de Gaza. Lors des manifestations populaires en mars contre la hausse des prix et le chômage, les travailleurs et la jeunesse de Gaza ont été réprimés par la police du Hamas.

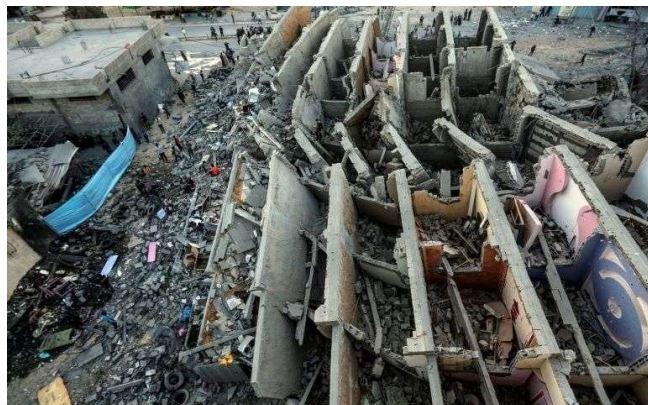
Ni les bourgeois du Fatah, ni ceux du Hamas ne s'adressent aux travailleurs de Cisjordanie, de Gaza, d'Israël et des pays voisins.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par le démantèlement de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme occidental en Asie de l'ouest. Contre toutes les bourgeoisies, la classe ouvrière arabe et juive instaurera une Palestine laïque et multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israéliens, chrétiens et athées. Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

Front unique ouvrier pour défendre les Palestiniens !

En France et partout, les syndicats de salariés et les partis issus de la classe ouvrière doivent prendre position contre la fourniture d'armes à l'Arabie saoudite et à Israël, pour l'arrêt des bombardements à Gaza, la fin des fusillades à la frontière de Gaza, la levée du blocus, la libération des prisonniers palestiniens, le droit au retour sur leur terre, la destruction du mur.

11 mai 2019



Soudan : pour que la révolution triomphe

Depuis que cette résolution a été adoptée, la junte a réprimé violemment, le 3 juin, les manifestants qui occupaient la place jouxtant l'université causant au moins 118 morts et 748 blessés.

Une bourgeoisie incapable d'unifier le pays

Au moment de l'indépendance officielle (1956), la bourgeoisie soudanaise naissante se divise politiquement entre deux options. L'une mise sur la religion pour dominer les autres classes ; elle s'incarne en plusieurs mouvements : l'Oumma (née en 1945) hostile à l'Égypte et aussi les Frères musulmans du Front de la charte islamique (ICF, aujourd'hui divisé entre NCP et PCP). L'autre table sur le nationalisme arabe qui a le vent en poupe dans l'Égypte voisine : le Parti national unioniste (NUP, aujourd'hui DUP), le terme « unioniste » désignant la volonté initiale du parti pronassérien d'unifier la Soudan et l'Égypte.

Faute d'une accumulation suffisante de capital à l'échelle nationale, la bourgeoisie soudanaise a du mal à s'unifier à l'échelle de tout le pays, à stabiliser l'État, à assurer son hégémonie sur les autres classes sociales. Les puissances impérialistes (surtout Grande-Bretagne et États-Unis), les puissances régionales (Égypte, Israël, Arabie saoudite, Iran) et même des États voisins (Érythrée, Tchad, Éthiopie, Ouganda...) interfèrent dans la vie politique et contribuent à la balkanisation du pays. Plus que les élections et le parlement, les coups d'État militaires et les soulèvements populaires vont rythmer la vie politique du pays.

La classe ouvrière peut-elle suppléer la défaillance historique de la bourgeoisie ? Le parti dont dispose le prolétariat à l'indépendance, le Parti communiste du Soudan (SCP), est un des plus importants partis ouvriers d'Afrique. Il est présent aussi bien au sud qu'au nord. Il dirige la jeune classe ouvrière, en particulier du rail, il influence nombre de paysans, d'étudiants, d'intellectuels, de soldats et d'officiers. Mais, malgré le nom « communiste », il est en fait stalinien, menchevik. Il n'a aucune confiance dans la classe ouvrière. Il subordonne le prolétariat à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie nationales au nom de « *l'unité des forces vives de la nation* », de « *l'union de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la bourgeoisie nationale, des intellectuels progressistes* » (SCP, 1 janvier 1956).

1989 : le putsch du cheikh Tourabi et du colonel Bachir

En 1989, le colonel Omar Al-Bachir renverse le gouvernement Al-Mahdi et prend le pouvoir avec l'aide du NIF. Il proclame un État islamique, interdit les partis politiques et les syndicats indépendants (la centrale SWTUF devient un appendice de l'État). Le NIF purge massivement l'armée, la police et l'administration civile. Il instaure un parti unique, islamiste, le Parti du congrès national (NCP).

En 2003, le régime décide alors de maintenir le Darfour par la force dans ses frontières, avec les mêmes méthodes qu'au Soudan du Sud auparavant. Comme l'armée se montre peu offensive, il paye et équipe des milices « arabes » (Janjawids). Le conflit cause à ce jour 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés.

En 2011, la partition entre Nord et Sud a lieu. Le Soudan du Sud hérite de la plus grande partie des gisements de pétrole (entre 70 % et 80 %). En janvier 2016, le Soudan rompt avec l'Iran. Il se rapproche de l'Égypte et des monarchies du Golfe. L'Arabie saoudite vend du carburant à bas prix et prête un milliard de dollars (environ 900 millions d'euros) ; en échange, le Soudan soutient l'invasion du Yémen et fournit des troupes, surtout des milices. Les États-Unis lèvent leurs sanctions en octobre 2017.

La Chine est le principal fournisseur du Soudan et le principal investisseur. Le parti unique NCP invite le parti unique de Chine, le PCC, à son congrès de 2017. Il envoie des cadres s'instruire à l'école de formation des hauts fonctionnaires chinois, l'université de Pudong (Shanghai).

2018 : le début d'une révolution

Le PIB baisse de 2,3 % en 2018. Le déficit commercial s'accroît malgré les exportations clandestines d'or. L'inflation est d'au moins 70 %. 70 % des dépenses budgétaires sont alloués aux corps de répression (services secrets dont NISS, milices reconverties en RSF, armée traditionnelle...).

Le 19 décembre 2018, le gouvernement soudanais annonce, parmi d'autres mesures, le triplement du prix du pain. Dès le lendemain, la population, dont de nombreuses femmes, manifeste. Ce soulèvement s'inscrit dans les luttes démocratiques en cours en Angola, en Éthiopie, en Gambie et surtout en Algérie. Les manifestations sont organisées par une structure petite-bourgeoise, l'Association des professionnels soudanais (SPA) qui regroupe des ingénieurs, des avocats, des médecins, des universitaires...

La répression est violente : arrestations, tabassages, tirs sur la foule de la NISS et des milices islamistes RSF. Le bilan est de 90 journalistes arrêtés, 9 femmes condamnées au fouet pour conduite inconvenante, 800 condamnations à de longues peines de prison et au moins 60 morts.

Mais les masses, au bout de quatre mois de sacrifices, font basculer des conscrits et des sous-officiers. Certains les protègent contre les exactions de la police politique : le 8 avril, des soldats affrontent une « force de réaction

rapide » (la 5RSF du général Daglo dit « Hemetti »). Des formes d'auto-organisation apparaissent dans les quartiers. La révolution commence.

La classe dominante prépare depuis longtemps des solutions de rechange bourgeoises avec le secours des bourgeoisies impérialistes occidentales. D'une part, la police politique et l'état-major de l'armée sont prêts à sacrifier le fusible Bachir (comme leurs équivalents ont évincé Bouteflika en Algérie), solution à laquelle se résigne aussi la Chine. D'autre part, les partis politiques bourgeois (DUP, Oumma, PCP...) intègrent à leurs alliances et à leur stratégie de défense du capitalisme et de sauvegarde de l'État bourgeois l'organisation militante de la petite bourgeoisie, la SPA, et le seul parti ouvrier, le SCP.

Cette union nationale est nommée Déclaration pour la liberté et le changement (FDFC). Le 1^{er} janvier, elle publie son programme. Il n'est même pas démocratique : il n'est pas question d'un gouvernement élu, mais d'un gouvernement civil dirigeant le pays pendant 4 ans sans consulter la population qui est envoyée sans armes affronter le régime.

La SPA, si elle organise les manifestations, supplie l'état-major d'évincer Bachir et prêche aux masses le pacifisme. Les ouvriers et les employés lui servent de troupes, car ils n'ont pas d'organisation propre, indépendante (véritablement communiste). Le Parti « communiste » qui avait déjà constitué un front populaire avec les débris politiques du panarabisme et avec l'Oumma, s'aligne totalement sur la petite bourgeoisie et même la grande.

Le secrétariat du comité central du PC soudanais a lancé deux appels les 31 décembre et 1^{er} janvier, appelant à la poursuite des actions de masse, basées sur l'unité des forces de l'opposition et autour de leur revendication déclarée : le renversement du régime, son démantèlement et sa liquidation... En outre, il a appelé les masses à rester fermes et à s'unir autour de leurs aspirations à un avenir radieux fondé sur l'égalité, l'état de droit et la participation indépendante des travailleurs au processus décisionnel et à la mise en oeuvre. Il a affirmé son attachement aux principes contenus dans l'alternative démocratique adoptée par l'opposition. (SCP, 8 janvier 2019)

Le 11 avril, une junte appelée Conseil militaire de transition (TMC) destitue Bachir, libère les manifestants et opposants prisonniers et prend le pouvoir pour 2 ans. À sa tête, le général Burhan est un des chefs de la répression du Darfour ; Hemetti est le numéro 2. La Chine reconnaît immédiatement le TMC.

Le Parti « communiste » prêche le pacifisme et tente d'empêcher la lutte de classe prolétarienne.

Le SCP et toutes les forces de l'opposition poursuivent leur révolution jusqu'à la mise en place d'un gouvernement civil qui représente les masses et

met en oeuvre le programme alternatif démocratique accepté par toutes les forces. (SCP, 12 avril 2019)

Le 27 avril, la FDFC et le TMC annoncent un compromis pour un gouvernement transitoire mixte, composé de bourgeois civils et de gradés. Le 13 mai, des bandes armées, probablement la NISS officiellement dissoute et les RSF plus puissantes que jamais, attaquent les manifestants. Le 15 mai, le TMC et la FDFC publient un accord pour confier le pouvoir pour 3 ans à un Conseil de souveraineté, non élu, composé à 67 % de la FDFC.

2019 : pour la révolution permanente

Les libertés fondamentales doivent être conquises par les travailleurs et servir à la classe ouvrière à prendre la tête des masses, à construire des organes de type soviétique, à désarmer la NISS et les RSF, à miner l'armée bourgeoise et à gagner les soldats, avec leurs armes, à la cause de la révolution. La combinaison des exigences politiques et sociales de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, des fonctionnaires de base, des étudiants, des conscrits, etc. posera le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour mener la révolution à la victoire, l'avant-garde des travailleurs et des étudiants doit s'organiser, en lien avec les révolutionnaires prolétariens de la région et du monde entier, en un parti ouvrier indépendant de l'impérialisme, de l'État bourgeois, des partis capitalistes qu'ils soient nationalistes arabes ou islamistes, un parti du type bolchevik.

Libertés démocratiques ! Séparation de l'État et de la religion ! Interdiction effective de l'excision des filles ! Égalité juridique pour les femmes ! Respect des minorités nationales et religieuses ! Droit de séparation ou de rattachement au Soudan du Sud des peuples opprimés !

Reconstruction et développement du réseau ferroviaire ! Santé et éducation publiques, gratuites et laïques ! Nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises privatisées ! Annulation de la dette de Bachir au FMI ! Contrôle ouvrier sur les entreprises ! Nationalisation des banques sous le contrôle des travailleurs ! Expropriation des terrains des villes et des grandes propriétés foncières, crédit et équipements bon marché pour les paysans travailleurs, encouragement aux coopératives agricoles !

Autodéfense des manifestations ! Dissolution de la Réserve centrale de la police, des Forces de soutien rapide, de la police politique et de l'armée de métier !

Rupture des syndicats ouvriers et du SCP avec la bourgeoisie ! Conseils de travailleurs salariés, de paysans pauvres, de soldats et d'étudiants ! À bas la junte TMC ! Gouvernement ouvrier et paysan reposant sur les conseils et l'armement des travailleurs ! Fédération socialiste de l'Afrique de l'Est !

16 mai 2019, Collectif révolution permanente

Impérialisme américain et État sioniste, bas les pattes devant l'Iran !



L'acharnement des États-Unis à dominer le monde est encore plus brutal depuis qu'ils se sont économiquement affaiblis et qu'ils ont subi diverses défaites militaires et politiques. D'où l'hostilité aux négociations multilatérales et à l'OMC, la multiplication de mesures protectionnistes, la dénonciation des traités antérieurs, le

militarisme exacerbé...

À cause de l'impossibilité d'occuper militairement l'Irak et l'Afghanistan, à cause de l'influence de la Russie et de l'Iran qui ont sauvé le régime tortionnaire de la Syrie, à cause de l'hostilité grandissante du régime islamiste turc qui était un pilier de l'OTAN, l'État américain mise plus que jamais sur le régime militaire de l'Égypte, la monarchie absolue de l'Arabie saoudite et l'État colonial d'Israël. Il s'agit de renverser les gouvernements qui osent le défier en Asie de l'Ouest et de contrer ses rivaux, avant tout les impérialisme russe et chinois, mais aussi ses alliés officiels, les États européens et le Japon.

En contrepartie, le prince ben Salmane et les autres monarques du Golfe peuvent arrêter, torturer et assassiner leurs opposants. Après avoir financé Al-Qaïda et l'État islamique, ils répandent toujours la version la plus rétrograde et la plus antisémite de l'islam dans le monde entier. Ils interviennent militairement au Yémen avec la Jordanie, le Maroc, l'Égypte et le Soudan.

Pour sa part, Netanyahu a le feu vert de Washington pour poursuivre la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie, étouffer la bande de Gaza avec la complicité du maréchal Sissi, y détruire périodiquement les infrastructures, massacrer sa population, bombarder régulièrement les troupes iraniennes en Syrie.

Les États impérialistes qui se sont dotés de l'arme nucléaire n'ont rien exigé du Pakistan ou d'Israël qui l'ont aussi acquise. Mais ils voulaient interdire à l'Iran de le faire. Par l'accord de Vienne (JCPOA/PAGC), conclu en juillet 2015 entre l'Iran et la plupart des puissances mondiales (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), le président Rohani acceptait d'y renoncer malgré l'hostilité du « guide suprême » Khamenei. La population iranienne avait alors accueilli avec soulagement la levée des sanctions et l'État iranien avait respecté ses engagements.

Le candidat du Parti républicain s'était prononcé durant l'élection présidentielle étasunienne de 2016 contre les opérations militaires à l'étranger menées par le président précédent, Obama (Parti démocrate). Mais

Trump disait aussi que l'accord de Vienne était « *un désastre* », « *le pire jamais conclu dans l'histoire* ».

Après avoir annulé l'accord avec Cuba en 2016 et avant de mener un coup d'État au Venezuela en 2019, le président Trump, son conseiller John Bolton, le secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères) Mike Pompeo et le secrétaire à la Défense (ministre de l'armée) Patrick Shanahan ont révoqué l'accord avec l'Iran le 8 mai 2018. Ils ont décrété de nouveau des sanctions économiques et menacé toutes les firmes qui commerceraient avec l'Iran ou y investiraient. L'UE a protesté, mais les firmes européennes ont plié.

Le 8 avril 2019, l'État américain a classé les Pasdaran (Gardiens de la révolution), la principale force militaire de l'Iran, celle qui intervient en Syrie et qui possède une partie de l'économie iranienne, comme « terroriste ». Le 2 mai, le gouvernement américain a durci les sanctions : fin des exemptions pour certains pays (dont l'Inde) d'importation de pétrole iranien ; interdiction des exportations d'acier, d'aluminium, de cuivre... Comme toujours, ce sont les travailleurs qui sont les principales victimes de la restriction des échanges, de l'étranglement économique, de la chute de la production, de l'inflation galopante.

Le 5 mai, la Maison Blanche a annoncé le déploiement d'un porte-avions et quatre bombardiers à capacité nucléaire dans la région, invoquant sans la moindre preuve « *un certain nombre d'indications et d'alertes troublantes* ». En 1964, le président (Parti démocrate) des États-Unis avait commencé la guerre au Vietnam en arguant, de la même façon, de menaces militaires dans le golfe du Tonkin. Aujourd'hui, il est établi qu'il s'agissait d'une falsification, comme le prétexte des « *armes de destruction massive* » de Saddam Hussein dont Bolton fut un des inventeurs en 2003.

Le conseiller militaire de Trump est de longue date un partisan de la guerre à l'Iran. Il entretient des relations avec les monarchistes exilés (autour de Reza Pahlavi) et avec les Moudjahidines du peuple liés au régime irakien puis à l'impérialisme américain (OMPI de Radjavi).

Les États-Unis pourraient effectuer un travail soigné de destruction, mais seul Israël peut faire ce qui est nécessaire. Une telle action devrait être combinée à un vigoureux soutien à l'opposition iranienne, dont l'objectif sera le changement de régime à Téhéran. (John Bolton, Pour arrêter la bombe iranienne, bombarder l'Iran, 26 mars 2015)

Depuis, l'arsenal a été renforcé en Méditerranée, au prétexte « *d'activités navales anormales* » de bateaux iraniens.

Jeudi dernier, lors d'une réunion des principaux conseillers à la sécurité nationale du président Trump, le secrétaire à la défense par intérim Patrick Shanahan a présenté un plan militaire actualisé qui envisage d'envoyer jusqu'à 120 000 militaires au Proche-Orient si l'Iran devait attaquer les forces américaines ou accélérer ses travaux en matière d'armes nucléaires. (New York Times, 13 mai 2019)

Le 13 mai, Pompeo a fait irruption, sans invitation, dans une réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles pour tenter, en vain, d'arracher le soutien à sa politique d'agression de l'Iran. Le même jour, la presse espagnole a fait état d'une lettre secrète de Washington dénonçant le projet de l'UE de créer une armée européenne. Quelques jours plus tard, le président étatsunien a écrit un message belliqueux.

Si l'Iran veut se battre, ce sera la fin officielle de l'Iran. Plus jamais de menaces à l'encontre des États-Unis. (Donald Trump, 19 mai 2019)

Les travailleurs avancés du monde entier sont partisans du renversement du régime des ayatollahs qui est né de

l'écrasement de la révolution de 1978-1979, qui a tué des milliers de militants ouvriers, qui a préservé le capitalisme et s'y est incorporé, qui réprime les grèves, qui opprime les femmes et les minorités nationales. Mais cette tâche ne peut être confiée à une autre bourgeoisie rapace, aux Netanyahou et aux Trump. Actuellement, les sanctions et les menaces étrangères soudent la population au régime islamiste et elles renforcent, en son sein, l'aile la plus répressive.

Les adversaires conservateurs de M. Rohani, depuis toujours méfiants de ses tentatives de renouer des relations avec l'Amérique, se sentent confortés. (The Economist, 11 mai 2019)

Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et bourreaux islamistes. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël et de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étatsunien.

30 mai 2019

Collectif révolution permanente

Trotsky : Où va la France ?



En janvier 1933, Hitler prend le pouvoir, supprime les libertés démocratiques, dissout les organisations ouvrières, emprisonne les militants et persécute les Juifs. Tant le parti socialiste (SPD) qui misait sur les partis bourgeois « démocratiques » que le parti communiste stalinisé (KPD) qui prenait pour cible le SPD (qu'il appelait « social-fasciste ») avaient empêché la réalisation du front unique ouvrier pour écraser la menace nazie.

Ni la section allemande de la 3^e Internationale KPD, ni aucune autre ne se révolte contre la ligne criminelle imposée au KPD par la bureaucratie de l'URSS et son despote en chef. Les partis « communistes » sont devenus des obstacles à la révolution, au même titre que les partis socialistes ou travaillistes en 1914. L'Opposition de gauche internationale de l'IC abandonne par conséquent en août 1933 la lutte pour redresser la 3^e Internationale. Elle s'oriente vers une nouvelle internationale et la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste dans chaque État. Partout, les partis fascistes voient dans la défaite sans combat du mouvement ouvrier allemand un encouragement. En France, les Croix de feu, les Jeunesses patriotes et les Camelots du roi, exploitant l'affaire Stavisky, tentent de renverser le régime parlementaire de la 3^e République le 6 février 1934. Si la police réprime les émeutiers place de la Concorde, le gouvernement de Daladier (Parti radical) démissionne sous la pression fasciste. Dans tous les pays avancés, les masses prolétariennes cherchent à prévenir une défaite analogue à celle de l'Allemagne et à échapper aux conséquences de la crise économique mondiale de 1929. Le 12 février 1934, les travailleurs répondent massivement au mot d'ordre de grève d'une journée contre le coup fasciste et manifestent dans les cortèges du PS-SFIO et du PC-SFIC qu'ils font converger à Paris, dans l'enthousiasme. Les deux grands partis ouvriers sont contraints de s'unir, mais ce bloc reste sans véritable contenu.

Le noyau pour la 4^e Internationale conseille à sa section française, la Ligue communiste, de ne pas s'isoler du front unique qu'elle avait préconisé avec un certain succès. Celle-ci entre en août 1934 dans le PS-SFIO sous le nom de Groupe bolchevik-léniniste, toute activité au PC étant impossible dans les conditions de violence et de calomnie staliennes. Le contenu que le GBL veut donner au front unique ouvrier est la lutte pour le pouvoir et l'autodéfense contre le fascisme par la mise sur pied d'une milice ouvrière.

La brochure contient une contribution d'octobre 1934 de Trotsky que le Groupe bolchevik-léniniste (section française de la 4^e Internationale) a publié alors en deux parties : « Objections et réponses : la milice du peuple », *La Vérité* n° 225, 2 novembre 1934 et « Où va la France ? », *La Vérité* n° 226, 9 novembre 1934. Notre édition comprend une chronologie et un index des noms propres.

La brochure contient une contribution d'octobre 1934 de Trotsky que le Groupe bolchevik-léniniste (section française de la 4^e Internationale) a publié alors en deux parties : « Objections et réponses : la milice du peuple », *La Vérité* n° 225, 2 novembre 1934 et « Où va la France ? », *La Vérité* n° 226, 9 novembre 1934. Notre édition comprend une chronologie et un index des noms propres.

Cahier révolution communiste n° 19, 2 euros auprès des militants, 4 euros par la poste

La 4^e Internationale (III) : 1938-1940



Proclamer la 4^e Internationale permet de mieux faire face aux pressions de tout genre [voir *Révolution communiste* n° 34], mais elle ne les supprime pas.

Le coup le plus grave contre l'avant-garde prolétarienne n'est pas connu immédiatement. Staline fait liquider

physiquement à partir de 1936 toute la section russe (plusieurs milliers de bolcheviks-léninistes) dans les camps et les geôles du régime totalitaire en même temps que le NKVD met en scène les procès des anciens dirigeants du Parti bolchevik (Zinoviev, Boukharine, Radek, Kamenev, Smirnov, Piatakov...).

1938-1940 : la section française face au nouveau parti centriste

En 1938, en France, le Parti ouvrier internationaliste (POI) est mal implanté, divisé sur la défense de l'URSS et est concurrencé, notamment par le PCI et le PSOP. Le PCI est une scission issue d'une fraction du POI, indisciplinée mais dynamique, dirigée par Molinier et Frank ; il se réclame de la 4^e Internationale mais en a été exclu. Le PSOP dirigé par Pivert, beaucoup plus nombreux mais politiquement confus, est une scission du PS-SFIO de 1938. Il adhère au regroupement centriste international qui a capitulé devant les fronts populaires, le Bureau de Londres.

Pivert refuse de fusionner le PSOP avec le POI sur la base d'un programme clair, comme le propose le secrétariat international de la 4^e Internationale. À défaut, le SI incite en février 1939 le POI à entrer en fraction dans le PSOP. Le POI se divise sur cette question, une majorité autour de Naville refuse ; une minorité dirigée par Rous et Craipeau applique la décision. Quand la guerre commence en septembre 1939, le PSOP s'effondre et l'internationale centriste, le Bureau de Londres, disparaît.

Le même mois, une poignée de militants autour de Barta quitte le POI (et la 4^e Internationale) sans divergence politique et sans le moindre texte.

1939-1940 : la scission de la section américaine

Les États-Unis ne sont pas encore entrés en guerre, mais le président Roosevelt (Parti démocrate) la prépare. Le temps des grandes grèves est passé. Le pacte germano-soviétique, le partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS, l'invasion de la Finlande par l'URSS sont dénoncés par la bourgeoisie américaine.

En juillet 1939 une fraction du SWP dirigée par Burnham, Shachtman, Abern..., sous la pression de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, rejette la défense de l'URSS. Elle s'oppose à une fraction autour de Cannon, Dobbs, Dunne, Hansen, Weiss... qui reçoit l'appui de Trotsky.

Le débat dure 7 mois. À son terme, en minorité au congrès d'avril 1940, la fraction Burnham-Shachtman refuse la discipline du parti, est expulsée et proclame un parti rival, le WP. Les contributions de Trotsky (et les principaux documents de la minorité) sont rassemblées dans *Défense du marxisme 1939-1940*, EDI, 1972.

1940 : la conférence d'alarme

Alors que l'armée impérialiste allemande écrase celle de l'impérialisme français, une conférence de la 4^e Internationale se tient à New York en mai 1940. Elle renouvelle les organes dirigeants qui étaient aux mains des scissionnistes de la section américaine et de leurs partisans d'autres pays. Elle ratifie un manifeste pour armer politiquement l'avant-garde face à la guerre, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*.

Vers la fin du XIX^e siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste... (« La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale », mai 1940, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, p. 347)

Elle adopte également une résolution sur l'Espagne et une résolution sur les colonies.

La bourgeoisie nationale des pays arriérés est incapable de réorganiser la société car cela signifierait la suppression du système d'exploitation sur lequel repose sa propre position... Cependant, les mots d'ordre démocratiques restent valables, surtout dans des pays tels que la Chine ou l'Inde... Il ne faut pas laisser la lutte démocratique aux mains de la bourgeoisie nationale, mais il faut, dans une situation de montée du mouvement des masses, qu'elle s'exprime par la création de conseils ouvriers, de paysans et de soldats... (« Le monde colonial et la seconde guerre impérialiste », mai 1940, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, p. 419)

Trotsky est assassiné par un agent de la GPU le 20 août 1940. Cependant, il laisse derrière lui une organisation de taille limitée, mais internationale et dotée d'un programme communiste, conformément à la tâche qu'il s'était fixée 5 ans avant.

Si je n'avais pas été là en 1917, à Petrograd, la Révolution d'Octobre se serait produite, conditionnée par la présence et la direction de Lénine... Tandis que ce que je fais maintenant est irremplaçable. Il me faut encore au moins quelque cinq ans pour assurer la transmission de l'héritage. (Lev Trotsky, Journal d'exil, 25 mars 1935, Gallimard, p. 80)

6 juin 2019 [à suivre]

Les résultats des élections dans l'UE

Le rôle du Parlement « européen »

Les élections de mai 2019 ont désigné les députés du Parlement européen, avec un nombre de députés par État proportionnel à chaque population. Ses prérogatives sont de trois types :

- **Législatif** : son accord est nécessaire à toute adoption d'un acte législatif (mais le pouvoir d'initiative est réservé à la Commission européenne).
- **Budgétaire** : le Parlement européen établit le budget de l'UE (mais celui-ci est réduit, de l'ordre de 1 % du PIB et il est obligatoirement en équilibre ; le parlement n'a pas le droit de lever l'impôt, ce sont les États membres qui, pour l'essentiel, financent l'UE).
- **Contrôle du pouvoir exécutif** : il peut censurer la Commission européenne ; le président de la commission est élu par le parlement et les autres membres sont soumis à son approbation (néanmoins ce sont les gouvernements nationaux qui désignent les commissaires, à raison d'un par État membre).

Ses pouvoirs sont donc moindres que ceux des parlements nationaux. Les décisions sont prises par le Conseil européen (les gouvernements des États) dont les réunions sont précédées d'un « sommet franco-allemand ». Elles sont appliquées par la Commission européenne.

La vie du Parlement européen se déroulait autour de deux pôles, le PPE et le PSE. Le Parti populaire européen (PPE) représente politiquement les fractions dominantes des bourgeoisies des États membres, celles qui misent sur l'UE pour mieux échanger et pouvoir peser face au géant américain (et à son rival chinois grandissant). Le Parti socialiste européen (PSE) est composé des agents séculaires de leur bourgeoisie nationale dans le mouvement ouvrier européen. Ils s'entendaient bien. Le scrutin de 2019 déséquilibre ce jeu (ils n'ont plus que 43 % des sièges à deux) au bénéfice des écologistes et des partis xénophobes.

Une augmentation de la participation au profit des partis « écologistes »

L'abstention est de 51 %. La participation a augmenté de 8,3 %. C'est en partie à mettre sur le compte de la crainte d'éclatement de l'UE à l'heure du Brexit et des préoccupations environnementales de la jeunesse. La conséquence est une amélioration des résultats des partis écologistes : 20,5 % en Allemagne, 16 % en Finlande, 13,5 % en France, 11,8 % au Royaume-Uni... Aucun de ces partis malthusiens ne met la dégradation de l'environnement au compte du capitalisme. Ils propagent l'illusion d'un capitalisme vert. En pratique, certains d'entre eux ont déjà montré au gouvernement (en Allemagne, en Lettonie, en Italie, en Tchéquie, en Belgique et en France) qu'ils ne sauvaient pas l'environnement mais servaient leur propre bourgeoisie.

Les vieux partis bourgeois affaiblis

Le PPE qui regroupe les partis bourgeois traditionnels a perdu 42 sièges. Au Royaume-Uni, le Parti conservateur réalise son plus faible score historique, toutes élections

confondues, à 8,8 %. En France, Les Républicains s'effondrent à 8,5 %. Mais le Parti populaire obtient 20,1 % en Espagne, Nouvelle démocratie 33,1 % en Grèce.

L'usure de la plupart des vieux partis bourgeois a permis l'émergence de nouveaux partis du même genre : En Marche en France (22,4 % des voix), LibDem en Grande-Bretagne (20,3 %), Ciudadanos en Espagne (12,1 %) ... qui restent partisans de l'UE comme la meilleure solution face à Trump.

En revanche, les partis xénophobes gagnent 20 sièges, de 153 à 173. Ils arrivent même en tête dans cinq pays : le Fidesz en Hongrie (52,3 %), en outre, le Jobbik fasciste réalise 6,3 % ; Droit et justice en Pologne (45,4 %) ; la Ligue en Italie (34,3 %) ; le Parti du Brexit au Royaume-Uni (30,7 %) ; le Rassemblement national (ex-FN) en France (23,3 %). Cette montée reflète le scepticisme vis-à-vis de l'UE de fractions perdantes de la bourgeoisie ainsi que le besoin de trouver des boucs émissaires aux inégalités sociales, à la paupérisation de couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat.

Un échec électoral du réformisme sous toutes ses formes

Le PSE a perdu 37 sièges. En Grande-Bretagne, le Parti travailliste est réduit à 13,7 % ; en France, le Parti socialiste à 6,2 %, en Allemagne, le Parti social-démocrate chute à 15,8 %. Par contre, les partis ouvriers bourgeois issus de la social-démocratie ou du stalinisme gagnent en Espagne (Parti socialiste ouvrier espagnol à 32,8 %), aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède, en Bulgarie, au Danemark, en Slovaquie, en Croatie, en Lettonie, en Slovénie, à Chypre, en Estonie, au Luxembourg, à Malte.

Beaucoup de partis « réformistes » apparus plus récemment perdent des voix : la Syriza en Grèce, qui gère le capitalisme grec en obéissant aux ordres des impérialismes allemand et français depuis 2015, est la seule parmi ce courant à dépasser 10 %, mais à 23,8 %, elle a perdu 2,8 % des voix et est loin derrière le parti bourgeois ND. En France, La France insoumise n'a que 6,3 % ; en Allemagne, Die Linke est à 5,5 % (-1,9 % depuis les précédentes élections au Parlement européen) ; Podemos (avec le Parti communiste espagnol) reçoit 10 % (contre 18 % en 2014) ; l'Alliance de gauche en Finlande 6,9 % (-2,4 %). Les exceptions sont le Parti de gauche en Suède qui stagne à 6,7 %, le Bloc de gauche au Portugal qui obtient 9,8 % (+5,3 %) et en Belgique le Parti du travail qui obtient 8,4 % des voix (contre 5,7 % en 2014). La Liste de l'unité au Danemark, qui ne se présentait pas en 2014, obtient 5,5 %.

Au total, les partis ouvriers bourgeois (divisés entre PSE et Gauche unitaire européenne) qui prétendent tous que le sort du peuple sera amélioré par des élections obtiennent au total moins d'un quart des voix, leur plus mauvais score.

9 juin 2019